

15 FR

Gauches, nationalismes populaires et anticapitalismes en Amérique Latine

Franck Gaudichaud

1. G. Almeyra, Notes sur les gouvernements progressiste d'Amérique latine, 2011
2. Franck Gaudichaud, Venezuela. Les tensions du processus bolivarien , 2012
3. Michale Löwy, Brésil. La mouche bleue du pouvoir et le Parti des travailleurs, 2009
4. Héctor Márquez, Mexique : lutte contre la fraude électorale et réorganisations à gauche, 2011
5. Pedro Campos, Cuba. Une bataille stratégique en cours pour l'avenir du socialisme, 2011

Pour aller plus loin

6. Claudio Katz, Amérique latine : vers le socialisme du XXIe siècle ?, 2008
7. Éléments bibliographiques



Notes sur les gouvernements progressistes d'Amérique latine

[Guillermo Almeyra](#)

mai 2011 – La Jornada

1. Il n'y a pas d'Amérique latine homogène, mais bien diverses régions très différentes entre elles tout en étant unies par une histoire, une culture commune et par leur problème commun de dépendance à l'égard de l'impérialisme étatsunien qui a fait de cette zone son « arrière cour ». Il n'existe donc pas non plus une catégorie spéciale, homogène, de « gouvernements progressistes » car ces derniers sont les fruits d'une série de rapports de forces particuliers entre les principales classes de ces différents pays d'une part et le capital financier et l'impérialisme d'autre part. Il s'agit de relations spécifiques qui dépendent étroitement de l'histoire, de la densité sociale et de la culture de chaque pays. Ces éléments provoquent, sporadiquement, l'émergence de blocs sociaux populaires, anti-impérialistes et anti-oligarchiques qui peuvent inclure y compris des secteurs des classes dominantes et des classes moyennes aisées. Ces derniers tentent de mener à bien une politique nationaliste bourgeoise en profitant des difficultés que rencontre l'impérialisme sur le plan mondial afin d'élargir l'espace pour une croissance de l'économie nationale à contre-courant de la volonté du capital financier international.

2. Le caractère mondial du système capitaliste et l'insertion en son sein de tous les pays latino-américains dans une relation de dépendance, rattrapent ces pays par les pieds quand ils veulent quitter, même partiellement, le marais asphyxiant des politiques néolibérales. Tous les « gouvernements progressistes » - puisqu'ils émergent d'une crise sociale et d'une montée des mouvements de masse dont la dynamique heurte de front la domination capitaliste - n'ont pas d'autre choix pour s'affirmer que d'avancer des mesures sans cesse plus audacieuses contre le capital.

3. Les « gouvernements progressistes » naissent, à l'échelle internationale, dans et de la crise de l'impérialisme. Afin de maintenir le système en le modifiant, ils utilisent la force sociale incarnée par la convergence des secteurs ouvriers, paysans et populaires qui s'affrontent objectivement au capitalisme, mais qui n'ont pas encore d'indépendance politique, de conscience anticapitaliste claire et un programme propre. Ces forces se mobilisent, surtout, dans le cadre de revendications économiques et sociales en faveur d'un Etat-Providence qui reste dans les marges du système ; pour des revendications nationalistes, anti-colonialistes ; et pour l'égalité et la justice ethniques là où les descendants des peuples indigènes ou afro-américains constituent la majorité ou une partie importante de la population.

4. Le gouvernement de Lazaro Cardenas, au début de la crise de 1929, est l'exemple le plus radical de ce type de gouvernements que Trotsky avait qualifié de « bonapartiste sui generis ». Tout en maintenant le régime capitaliste et renforçant l'Etat capitaliste, Cardenas s'appuyait sur les paysans qui occupaient les terres, les armaient contre les grands propriétaires terriens, tout comme il soutenait les ouvriers et les organisait afin de mieux les subordonner à son gouvernement. Le soutien et la mobilisation des exploités lui permettaient de faire contrepoids à l'impérialisme et aux faibles classes dominantes nationales, ainsi qu'aux serviteurs de ces dernières au sein de l'appareil d'Etat. A l'échelle internationale, il utilisait les contradictions entre les différents impérialismes afin de louvoyer entre eux pour développer une politique indépendante et nationaliste.

A cette même époque naquit l'éphémère gouvernement de Grau San Martín et de Guiteras à Cuba. Dans la période de crise et de recomposition du capitalisme de l'immédiat après guerre, surgirent d'autres gouvernements du même type, mais avec de profondes différences entre eux ; le MNR bolivien avec son partage du pouvoir avec la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), le gouvernement de Juan Domingo Perón en Argentine, de Getúlio Vargas au Brésil, de Carlos Ibáñez del Campo au Chili, de Juan José Arévalo et de Jacobo Arbenz au Guatemala ou encore les seconds et troisièmes gouvernements de Velasco Ibarra en Equateur. Après la crise de la fin des années 1960, avec les grandes mobilisations qui ont culminées en 1968, surgirent également les gouvernements de Juan Velasco Alvarado au Pérou et de Juan José Torres en Bolivie. Plus récemment, l'apparition du gouvernement de Hugo Chávez, né dix ans après le « Caracazo » (insurrection populaire sauvagement réprimée en 1989) ; ainsi que le gouvernement de Kirchner en Argentine, né de l'effondrement de l'économie en 2001 et du soulèvement populaire qui avait chassé le gouvernement antérieur.

5. Le capitalisme est un système mondial mais la réalisation du profit (et la politique nécessaire pour cela) se fait dans le cadre des différents Etats nations. Dans ces derniers, vu l'impuissance de la bourgeoisie nationale face à l'énorme puissance du capital financier international, des grandes multinationales et des grandes puissances impérialistes (dans le cas de notre continent : les Etats-Unis), les classes dominantes se divisent en plusieurs secteurs. La majorité s'intègre comme partenaire servile et subordonné au capital financier international ; elle se fait importatrice et exportatrice, prête-nom, et met de manière illégale ses capitaux à l'étranger. Un petit secteur, par contre, s'appuie sur l'appareil d'Etat national et cherche à en tirer profit en acceptant comme un moindre mal que cet appareil tente de se renforcer en s'appuyant sur les classes populaires, y compris en favorisant leur organisation et en appliquant une politique nationaliste redistributive qui privilégie le marché interne (et ainsi les petites et moyennes entreprises).

Tant que le gouvernement est capable de canaliser ce soutien populaire et de contenir la radicalisation des secteurs ouvriers organisés dans des limites acceptables (contre ceux qui veulent aller plus loin et obtenir de nouvelles conquêtes qui menaceraient donc toute la bourgeoisie, et tout

particulièrement le secteur de la bourgeoisie « nationale » qui ne dispose que d'une faible capacité de manœuvre pour faire des concessions d'ampleur), ce secteur rachitique de la bourgeoisie « nationale » acceptera - bien qu'avec mauvaise volonté - de maintenir une politique économique propre capable de préserver ce bloc antinaturel qui l'unit aux travailleurs. Mais quand les deux tiges du ciseau se séparent à cause d'une radicalisation des secteurs populaires, la bourgeoisie « nationale », du fait de ses intérêts et de ses liens culturels et sociaux avec le secteur bourgeois majoritaire lié au capital financier et à l'impérialisme, se subordonne alors entièrement à ce dernier.

Tout cela explique pourquoi les gouvernements « progressistes » sont éphémères car, ou bien ils avancent vers l'anticapitalisme, ou bien ils se transforment et s'effondrent entre l'impérialisme et l'oligarchie dès qu'ils n'ont plus d'appui populaire. Ces gouvernements, et il faut insister sur ce point, sont le fruit d'un rapport de forces qui apparaît de manière exceptionnelle du fait de conditions nationales et internationales qui, par définition, se modifient et évoluent. Ils constituent ainsi une anomalie car il s'agit de gouvernements capitalistes qui se voient forcés de réaliser une politique qui n'est pas celle du grand capital, en mobilisant pour ce faire des forces qui ne sont pas capitalistes et sans lesquelles ils ne peuvent pas vaincre la résistance de la majorité des capitalistes.

6. Ceci nous amène au rôle joué par l'Etat dans les pays où surgissent les « gouvernements progressistes ». En effet, les « outsiders » qui, dans la classe dominante ou dans la petite-bourgeoisie, intègrent ou créent ces gouvernements proviennent soit de l'appareil d'Etat lui-même (ce sont des militaires, comme Cárdenas, Perón, Ibáñez del Campo, Velasco Alvarado, Bermúdez, Torres, Arbenz, Hugo Chávez), soit sont des politiciens professionnels comme Kirchner et son épouse, ou soit appartiennent aux secteurs les plus aisés des classes moyennes urbaines, autrement dit les secteurs les plus intégrés à l'appareil d'Etat. Bien peu proviennent directement d'un mouvement de masse révolutionnaire - comme en 1952 en Bolivie ou avec la quasi-révolution contre González de Lozada qui a mené Evo Morales au pouvoir. Hormis le cas de la Révolution cubaine de 1959, il n'y a eu que trois révolutions authentiques dans le continent latino-américain jusqu'à aujourd'hui : la révolution haïtienne (1791-1804), qui fut tout à la fois une révolution sociale, ethnique et d'indépendance ; la révolution mexicaine de 1910, qui fut une révolution démocratique et agraire, et enfin la révolution bolivienne de 1952, qui a compté avec des traits marqués de dualité de pouvoirs.

Alors que le pouvoir réel continue d'être aux mains de la classe dominante liée au capital financier international, les petits-bourgeois civils ou militaires qui arrivent au sommet de l'appareil d'Etat croient que ce dernier s'identifie avec eux et qu'il constitue l'instrument adéquat pour mener à bien la transformation de la société. Ils sont convaincus qu'ils sont les véritables démiurges car ils n'ont pas confiance dans la capacité autonome des travailleurs sur lesquels ils s'appuient et dont ils craignent l'indépendance de classe. De là découle le verticalisme qui caractérise leur mode de gouvernement ; la

concentration des décisions entre une poignée de leaders, le fonctionnement non démocratique, volontariste et substitutiste de l'appareil d'Etat, le développement de la bureaucratie... Et en conséquence l'affaiblissement progressif de leur soutien populaire, bien qu'ils puissent encore compter sur un appui très élevé à des moments déterminés.

7. Les révolutions démocratiques qui sont dirigées depuis leur début ou qui sont canalisées dans leur développement par des secteurs de la petite-bourgeoisie qui ne se donnent pas initialement l'objectif de renverser le capitalisme (comme ce fut le cas avec Fidel Castro ou avec le soutien au coup d'Etat de Chavez en 1992), portent au pouvoir des dirigeants qui partagent les méthodes et les positions fondamentales de la classe dominante, à l'exception de la soumission à l'impérialisme. Certains d'entre eux ne commencent à se débarrasser de ces positions que sous la pression des masses sur lesquelles ils s'appuient ou du fait d'attaques de l'impérialisme qui les forcent à se défendre, comme ce fut le cas à Cuba. C'est encore plus évident dans le cas de gouvernements comme celui de Kirchner en Argentine, né d'une profonde crise de la domination bourgeoise et d'un vide politique, combinée à un soulèvement populaire. Ce sont des gouvernements capitalistes qui ne sont plus aux mains de capitalistes mais bien de petits-bourgeois radicalisés influencés par l'anti-impérialisme et la haine de l'oppression exprimée par de larges masses nationales qui n'ont pas encore atteint une conscience anticapitaliste claire et qui cherchent la voie pour un changement profond, mais à l'intérieur du système. Ces gouvernements contrôlent alors les Etats capitalistes, tout en étant influencés de l'extérieur par la pression découlant de l'insertion du pays dans le marché mondial et par le poids des grandes multinationales sur leur économie. A l'intérieur, ils maintiennent des liens étroits avec la classe dominante et ils constituent un terrain de dispute aigüe entre divers clans qui occulte la lutte des classes réelle

8. La force du capitalisme réside fondamentalement dans l'hégémonie culturelle qu'il exerce et dans le fétichisme qui fait croire aux salariés qui vendent leur force de travail sur le marché que ce dernier est un principe juste et que le capitalisme est quelque chose de naturel et d'éternel. La politique des « gouvernements progressistes », avec leurs réformes sociales et leurs politiques redistributives d'une part (« 50% du PIB pour le capital et 50% pour le travail ») et le maintien des profits pour les grandes entreprises impérialistes d'autres part, semble « logique » aux yeux de certains secteurs qui luttent quotidiennement et de manière déterminée contre les patrons pour améliorer les conditions de travail et les salaires. Surgissent ainsi des phénomènes tels que la syndicalisation de masse et un syndicalisme combatif, mais avec des objectifs essentiellement corporatistes et démocratiques, ainsi qu'un rôle accru de la bureaucratie syndicale intégrée à l'appareil d'Etat afin de jouer les amortisseurs face à la pression de la base.

9. Un syndicalisme de classe et combatif et des mouvements sociaux de masse sont la condition sine qua non d'une lutte pour le changement social. Mais ils ne suffisent

pas pour atteindre cet objectif car, ce qu'il faut obtenir, c'est un changement dans la conscience de classe, à l'échelle massive, des travailleurs qui luttent aujourd'hui contre certains capitalistes particuliers, mais non contre le capital en tant que tel. Autrement dit, il faut un changement dans la subjectivité qui soit le résultat des expériences des luttes. Expériences qui doivent être analysées et raisonnées d'un point de vue socialiste, afin de diffuser et amplifier ce qui n'apparaît qu'à des moments déterminés de la lutte, c'est-à-dire le collectivisme, la démocratie prolétarienne, la pleine solidarité et l'internationalisme.

Cette question est vitale car le développement capitaliste, qui détruit les communautés et tend à imposer l'égoïsme, l'individualisme, le consumérisme et l'hédonisme comme modèles de vie, constitue un obstacle à l'éducation quotidienne, à la solidarité de groupe, de quartier, syndicale ou nationale qui existaient encore à une période antérieure. Cela explique pourquoi les secteurs les moins intégrés sont aujourd'hui les plus radicaux, comme les peuples indigènes qui vivent en communautés. Cela donne d'autant plus de poids à la nécessité d'unifier, en Bolivie, les restes du communautarisme indigène avec la lutte pour le socialisme.

10. Historiquement, pour contribuer à l'éclosion de l'anticapitalisme de masse présent de manière semi-consciente dans certains pays ayant de fortes traditions de lutte comme la Bolivie, l'Argentine ou le Mexique, nous avons besoin d'instruments de lutte non seulement théoriques, mais également pratique comme l'action syndicale et la politique quotidienne. En tout premier lieu, il faut conquérir l'indépendance de classe d'un secteur important des travailleurs. C'est au sein d'un tel secteur que les socialistes pourront agir et influencer les choses plus facilement avec la méthode irremplaçable de l'action théorique et pratique en interaction continue avec l'élaboration théorique et l'innovation organisationnelle réalisées par les travailleurs eux-mêmes. Il s'agit de les écouter et d'apprendre d'eux en même temps qu'on apporte à leur développement théorique la compréhension de l'unité mondiale du système et, par conséquent, de la nécessité de l'internationalisme.

Les petits partis sectaires ne comprennent pas la contradiction qui existe entre, d'une part, ceux qui souhaitent lutter et suivent les directions bourgeoises ou petites-bourgeoises et, d'autre part, ces mêmes directions. Ils pensent qu'une lutte syndicale de classe avec des méthodes radicales suffira pour remplacer ces directions et ils ne donnent à leur socialisme qu'un caractère de propagande générale dans un avenir éloigné. Mais cette lutte, même menée par des groupes sectaires, est malgré tout importante car elle se confronte à la dépendance des travailleurs envers les « gouvernements progressistes », avec leurs appareils répressifs et leur bureaucratie syndicale. Cependant, il ne suffit pas seulement de combattre les politiques pro-capitalistes et d'imposer la démocratie syndicale pour renforcer l'organisation collective, il faut également tenter d'appliquer et de développer des politiques alternatives sur le terrain de la production, de la distribution, de la consommation, de la protection de l'environnement, pour une vie riche et plurielle. Toutes choses que, tout comme les mouvements qui s'y opposent à leur

gauche, les « gouvernements progressistes » ne font actuellement pas car ils mènent des politiques néo-développementistes et extractivistes qui renforcent le capital.

Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera

Michael Löwy, La « mouche bleue » du pouvoir : le Parti des travailleurs de Lula à Dilma

Le [Brésil](#) est un pays immense par sa population (180 millions d'habitants), par sa surface (la moitié de l'Amérique Latine) et par ses richesses naturelles. Et pourtant, c'est un pays où la majorité de la population vit dans la plus grande pauvreté. En fait, dans un récent classement international des Nations Unies, le Brésil apparaît comme un des pays les plus inégalitaires de la planète, un pays où l'écart entre la minorité privilégiée et la majorité appauvrie est un des plus grand. Selon certains observateurs, le Brésil est une sorte de « Suisse » : les riches vivent comme en Suisse, les pauvres comme en Inde...

[...]

La longue marche du PT

Comment est né le PT ? Dès 1978, année des grandes grèves ouvrières de la banlieue de Sao Paulo, plusieurs dirigeants syndicaux « authentiques » commencent à agiter l'idée d'un parti autonome des travailleurs, probablement à partir d'une réflexion sur l'expérience de la grève elle-même, de son affrontement avec l'appareil policier-militaire de l'État, et pour quelques-uns, d'un premier bilan des luttes sociales dans l'histoire récente du pays (depuis 1964). En octobre 1979 a lieu la première Rencontre Nationale du PT, à São Bernardo do Campo, bastion prolétarien du syndicat des métallos, dirigé par Luis Inacio da Silva, « Lula »; c'est concrètement le moment de la fondation du nouveau parti, et l'élection de sa première direction provisoire a lieu. Une brève déclaration politique est approuvée à cette conférence, qui affirme clairement le but du Parti des Travailleurs : « *Le PT lutte pour que tout pouvoir économique et politique soit directement exercé par les travailleurs. C'est la seule manière de mettre fin à l'exploitation et à l'oppression* ». En même temps, le document appelle « *toutes les forces démocratiques pour que se constitue un large front de masses contre le régime dictatorial* ». Le PT se propose aussi de lutter pour la formation d'une Centrale Unique des Travailleurs, en soulignant que « *sa construction passe, nécessairement, par le renversement de l'actuelle structure syndicale soumise à l'État* ».

En avril-mai 1980 éclate la grande grève des 250 000 travailleurs métallurgistes de São Bernardo ; suite à l'intervention policière et militaire — arrestation des principaux dirigeants, intervention militaire dans le syndicat — le mouvement a été stoppé ; mais il a révélé, par sa durée

exceptionnelle (42 jours) et par sa capacité d'organisation de masse (meetings quotidiens de dizaines de milliers de travailleurs), la force surprenante du nouveau syndicalisme dont l'avant-garde était partie prenante de la formation du PT. En mai-juin de cette année se réunit une nouvelle Conférence Nationale du PT, avec des délégués de 22 États du Brésil, représentant approximativement 30 000 membres du parti. Un Manifeste et un Programme sont approuvés, qui définissent le PT comme « *l'expression politique réelle de tous les exploités par le système capitaliste* » et comme un parti de masses, large, ouvert et démocratique. Toutefois, le PT est encore loin d'avoir une « doctrine » élaborée : beaucoup de questions et de définitions programmatiques sont délibérément laissées ouvertes pour permettre un plus large débat et un « mûrissement » progressif de l'ensemble des militants.

Lors de sa septième Rencontre nationale, en 1990, le PT approuve un document qui rassemble et systématise, après un long débat interne, sa conception du socialisme :

« Le socialisme que nous voulons construire ne se réalisera que s'il instaure une véritable démocratie économique. Il devra donc s'organiser autour de la propriété sociale des moyens de production — qui ne doit pas être confondue avec la propriété d'État — qui prendra les formes choisies démocratiquement par la société... »

« Cette démocratie économique doit dépasser la logique perverse du marché capitaliste comme celle du commandement autocratique de l'État qui sévit dans de nombreuses économies dites "socialistes" ; ses priorités et ses objectifs devront être soumis à la volonté sociale et non à des supposés "intérêts stratégiques" de l'État. »

« Notre engagement pour la démocratie fait de nous des militants anticapitalistes — ce choix a marqué profondément notre lutte pour la démocratie. La découverte (empirique, avant de devenir théorique, pour beaucoup d'entre nous) de la perversité structurelle du capitalisme a constitué, pour la plupart des militants du PT, un stimulant très fort pour l'organisation dans un parti politique. Nous avons représenté — et nous représentons toujours — une réponse indignée à la souffrance inutile de millions d'individus qui découle de la logique de la barbarie capitaliste. Notre expérience historique concrète — le revers de la médaille du « miracle brésilien » et de nombreuses autres situations nationales ou internationales tragiques — nous a enseigné que le capitalisme, quelle que soit sa force matérielle, est injuste par nature, qu'il marginalise des millions d'individus et s'oppose à la répartition fraternelle de la richesse sociale — ressort de toute démocratie réelle » (1).

Le candidat du PT, Luis Inacio Lula da Silva, a perdu les élections présidentielles des années 1988, 1994 et 1998, battu par des candidats de la bourgeoisie néolibérale (Collor de Mello et ensuite F.H. Cardoso). Malgré ces défaites, le PT gagne plusieurs mairies importantes du pays, et même certains gouvernements d'États de la fédération. Et il met en pratique, dans les localités qu'il gère, des formes de démocratie de base, comme le célèbre « budget participatif ». On assiste cependant à une institutionnalisation du parti et, à partir du milieu des années 1990, à une tendance de plus en plus forte, dans le courant majoritaire de la direction du PT, au pragmatisme et à la « déradicalisation » politique et programmatique. Le

programme socialiste de 1990 sera rangé au placard, et progressivement la direction du parti se rallie à la social-démocratie, malgré l'opposition des courants de gauche du Parti — notamment « Démocratie Socialiste », tendance du PT affiliée à la IV^e Internationale, dirigée par Raul Pont, le maire de Porto Alegre. Les défaites électorales ont convaincu Lula de changer sa stratégie. En 2002 il va imposer à un PT réticent une large politique d'alliances avec des forces bourgeoises, en prenant comme partenaire et candidat à être vice-président un industriel, José Alencar, dirigeant du Parti Liberal (droite). Il sera élu au deuxième tour, avec plus de 61 % des votes, contre José Serra, le candidat du PSDB soutenu par Fernando Henrique Cardoso.

Au gouvernement... social-libéral

La victoire de Lula aux élections de 2002 a provoqué, parmi les pauvres et les opprimés au Brésil, un immense espoir de changement. Or, cinq années plus tard le moins qu'on puisse dire c'est que l'on est loin du compte : le bilan est globalement négatif... Une anecdote court les rues à São Paulo : le premier mandat de Fernando Henrique Cardoso a été réussi, le deuxième a été un échec, et le troisième est assez moyen... En d'autres termes : plutôt qu'un grand changement, on a eu droit à la continuité avec les politiques économiques antérieures. Certes, tout n'est pas négatif dans le mandat de Lula : par le programme « Faim Zéro » et d'autres programmes sociaux, des milliards de dollars ont été distribués aux plus pauvres, sous forme d'aides diverses (aide alimentaire, bourses scolaires, etc.). Mais pour l'essentiel, c'est-à-dire les politiques macro-économiques néolibérales, on n'est pas sorti du cadre établi par ses prédécesseurs. Le symbole de cette continuité est le président de toute puissante Banque Centrale, qui détermine les taux d'intérêt et la politique monétaire du pays. Il s'agit de Henrique Meirelles, sénateur du parti de F. H. Cardoso (le PSDB) et ancien directeur de la Boston Bank... C'est l'homme de confiance du capital financier international, et il jouit du soutien sans faille du président, qui a imposé, par une « mesure provisoire », qu'il reçoive le statut de ministre et échappe ainsi à certaines enquêtes de la justice pour malversations financières. Cette orthodoxie néolibérale se traduit en pratique par la subordination aux exigences du FMI, l'établissement d'un surplus fiscal énorme permettant de payer la dette externe et interne, le taux d'intérêt élevé pour attirer les investissements flottants, la réforme libérale du système des retraites, la subvention massive de l'agro-business tourné vers l'exportation aux dépens de l'agriculture familiale, l'ouverture du pays aux OGM de Monsanto. Sans parler des divers scandales de corruption, impliquant des membres du gouvernement et des dirigeants ou députés du PT, dont le dernier — l'affaire dite des « sangsues » (surfacturation d'ambulances !) — a suscité l'indignation de l'opinion (2006).

On peut définir la politique de Lula et son gouvernement comme sociale-libérale. Le social-libéralisme n'est pas identique au néolibéralisme tout court : il garde certaines préoccupations sociales, il tente d'améliorer quelque peu le sort des plus pauvres et il préfère dialoguer avec les mouvements sociaux — ou les coopter — plutôt que les réprimer. Mais sur les fondements essentiels de la politique

économique, il n'y a pas de différence substantielle. Et sur certaines questions — les retraites par exemple — il est capable d'imposer des politiques néolibérales que la droite n'avait pas réussi à faire passer à cause de l'opposition... du PT. Un exemple illustre la logique du social-libéralisme : 10 % du budget de l'aide à l'agriculture a été distribué à des millions de familles de la petite production paysanne — responsable de la plupart des cultures alimentaires du pays — tandis que 90 % est allé dans l'escarcelle d'une poignée de grands propriétaires de l'agro-business capitaliste, produisant pour l'exportation (soja, maïs, bovins). En 2003, trois députés et la sénatrice Heloísa Helena ont été expulsés du PT pour avoir voté contre la réforme néo-libérale des retraites. Ils ont ainsi été conduits à former un nouveau Parti, le P-SOL, Parti du Socialisme et de la Liberté (le mot SOL signifie « soleil » en portugais), qui se réclame du programme originaire, socialiste et démocratique, du PT. Il a reçu l'adhésion de groupes d'origine trotskyste, de militants socialistes chrétiens — comme Plinio de Arruda Sampaio, un des intellectuels chrétiens les plus connus du pays, auteur d'un projet de réforme agraire soutenu par le mouvement des sans-terre, d'un certain nombre de syndicalistes et d'intellectuels de gauche connus, comme Carlos Nelson Coutinho, Leandro Konder, Chico de Oliveira ou Ricardo Antunes.

Les militants du PSOL sont, pour l'essentiel, issus des courants de gauche du PT, mais la plupart des partisans de ces tendances — notamment la grande majorité du courant « Démocratie Socialiste » — sont restés au PT et au gouvernement. Ils critiquent, jusqu'à un certain point, la politique néo-libérale de Lula, mais restent prisonniers de la solidarité gouvernementale. Dire que le gouvernement de Lula est social-libéral signifie aussi qu'il n'a pas touché à la « fracture sociale », au gigantesque écart qui sépare dans ce pays l'oligarchie possédante de la masse des déshérités. Le président et la plupart de ses ministres, du PT ou des autres partis de la coalition majoritaire, partagent la conviction qu'il n'y a pas de politique économique alternative au statu quo néolibéral, c'est-à-dire le « Consensus de Washington ». Certes, au début, certains ministres ou haut fonctionnaires ont suivi une orientation plus autonome, tournée vers le développement national, le marché interne, la défense de l'industrie brésilienne ; cependant, le principal représentant de cette tendance « développementiste », Carlos Lessa, directeur de l'importante Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES), a été forcé de démissionner.

Critiques de Frei Betto

Parmi ceux qui ont quitté le gouvernement se trouve aussi Frei Betto, le théologien de la libération, qui était un des animateurs du programme Faim Zéro. Il s'explique à ce sujet dans un intéressant ouvrage qui dresse un bilan lucide de son expérience et du gouvernement lui-même (2). Religieux dominicain, emprisonné pendant cinq années (1969-1974) sous la dictature militaire pour avoir aidé des militants révolutionnaires à se cacher, Frei Betto est devenu par la suite un des principaux animateurs des pastorales ouvrières et des communautés ecclésiales de base. Ami personnel de Lula depuis la fin des années 1970, quand le syndicaliste de São Bernardo organisait les grandes grèves qui ont ébranlé le

régime militaire, il sera un fidèle « compagnon de route » du Parti des Travailleurs. Si je n'ai pas adhéré, explique-t-il avec ironie, c'est parce que je craignais que les partis ne reproduisent les vices des Églises... Pendant ses premières années, le PT avait, rappelle-t-il avec une poignante nostalgie, une cohérence idéologique et des principes éthiques, ainsi qu'un objectif stratégique : les travailleurs au pouvoir, la construction du socialisme. J'ai encore connu, se souvient-il, le PT du travail de base, du rêve socialiste, de l'orgueil d'être de gauche, de lutte pour la réforme agraire et contre le paiement de la dette externe. Insensiblement, au cours des années 1990, ces couleurs originaires ont perdu de leur éclat et le Parti s'est distancé à la fois des mouvements sociaux et de ses objectifs initiaux, pour privilégier les positions de pouvoir institutionnel. Betto attribue ce changement en grande partie à la chute du mur de Berlin, qui aurait obscurci l'horizon utopique du PT et sa perspective socialiste. C'est le seul argument qui me semble discutable dans le livre : en fait, la plupart des cadres du PT — dans ses différentes sensibilités — n'avaient pas pour référence idéologique centrale les pays du prétendu « socialisme réel ». D'ailleurs, en 1990, un an après la chute du mur, lors de son Congrès, le PT approuvait un document, « Le socialisme pétiste » qui réaffirme, de la forme la plus catégorique, l'engagement anticapitaliste et socialiste du Parti. En tous cas, Frei Betto, comme la grande majorité de la population brésilienne, et les militants ou sympathisants du PT en particulier, a été très enthousiaste de la victoire de Lula aux élections de 2002. C'est ainsi qu'il a accepté d'animer, avec un autre ami de Lula, Oded Grajew, la mobilisation sociale dans le cadre de l'initiative-phare du nouveau gouvernement, le programme « Faim Zéro ». Deux années plus tard, désenchanté, il a démissionné : quand je me suis rendu compte, écrit-il, que le bateau n'allait pas dans la direction prévue, mais en sens contraire, je n'ai pas eu d'autre choix que de laisser là mes bagages et plonger dans l'eau... Certes, ce gouvernement a esquissé quelques politiques sociales novatrices ; mais pour l'essentiel il a été l'otage des élites dominantes et des marchés financiers. Betto ne veut pas accabler Lula, il se limite à un sobre constat : si dans le syndicat il avait montré qu'on peut s'insérer dans une structure viciée sans se laisser coopter, il n'a pas réussi à le faire au gouvernement. Peu après le départ de Betto du gouvernement éclatait le scandale des financements occultes du PT : « *un petit noyau dirigeant du PT a réussi en peu d'années ce que la droite n'avait pas pu faire en plusieurs décennies, même dans les années sombres de la dictature : démoraliser la gauche* ». Mais pour Betto, pire encore que la corruption, ce fut de voir la peur face aux diktats du marché financier vaincre l'espoir.

Que s'est-il passé ? La soif de pouvoir — la « mouche bleue » du titre de son livre, dont la pique est dangereuse — et l'adaptation à la religion du marché ont conduit à la perte de perspective stratégique et à l'effondrement de l'horizon historique. La mystique est devenue machine. Le pouvoir a cessé d'être un instrument de changement social pour devenir — comme l'avait prévu Robert Michels (3) dans sa classique étude sur les partis de masse — une fin en soi. Et les dirigeants politiques, à cheval sur le pouvoir, sont devenus amnésiques, fuyant leurs propres paroles antérieures comme le

diabla la croix. Dans un des plus puissants commentaires du livre, Betto observe : « *La politique devient mesquine quand elle perd l'horizon utopique* ».

Lula bis et Dilma Roussef

Que s'est-il passé lors des élections présidentielles de 2006 ? La déception populaire a empêché que Luis Inacio Lula da Silva soit élu au premier tour. Lors de la campagne pour le deuxième tour, Lula a quelque peu « gauchi » son discours, en dénonçant les projets de privatisation de son adversaire. Il a été confortablement réélu au deuxième tour, avec environ 61 % des voix, contre 39 % pour le candidat de la coalition de droite (PSDB-PFL), Geraldo Alckmin. Plus que d'une adhésion enthousiaste, son succès résultait de la crainte que suscitait son adversaire, Geraldo Alckmin, un représentant de la droite néolibérale dure (il est proche de l'Opus Dei) connu pour ses positions favorables aux États-Unis, sa politique répressive de criminalisation des mouvements sociaux et son adhésion à une politique de privatisation des entreprises publiques.

La candidate du PSOL, Heloísa Helena (liée à la IVE Internationale) soutenue par une coalition de gauche incluant le Parti Communiste Brésilien et le Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU, trotskyste), a reçu un peu moins de 7 % des voix (plus de six millions d'électeurs) aux élections d'octobre 2006, et son parti a élu trois députés au Parlement fédéral. Un résultat limité, mais qui est loin d'être insignifiant. Le PSOL a refusé de prendre position lors du deuxième tour, mais certains de ses dirigeants ont appelé à voter Lula pour faire barrage à la droite réactionnaire représentée par Alckmin. Le vote critique pour Lula a été aussi la position du Mouvement des Paysans Sans Terre (MST), le plus important mouvement social du Brésil, malgré sa profonde déception de ce gouvernement, qui n'a pas tenu sa promesse d'accomplir une véritable réforme agraire. Le deuxième mandat de Lula n'a pas été différent du premier. Lula et ses conseillers économiques n'ont proposé qu'une seule solution aux problèmes sociaux du Brésil : la croissance du PIB... Il a ainsi fait approuver un Pacte de croissance, avec l'objectif de relancer la production avec l'aide de l'État. Il s'agit d'une approche bien équilibrée des questions économiques et sociales, fondée sur le dogme libéral bien connu : il faut d'abord élargir le gâteau, avant de songer au partage...

Parmi les gouvernements de gauche ou de centre-gauche d'Amérique Latine, Lula était plus proche du pôle modéré, représenté par Tabaré Vazquez en Uruguay et Michèle Bachelet au Chili, que du pôle anti-impérialiste, incarné par Hugo Chavez (Venezuela), Evo Morales (Bolivie) ou Rafael Correa (Équateur) — même s'il refusa, contrairement à la présidente chilienne, de signer un Traité de libre échange avec les États-Unis. Il faut cependant noter un certain rapprochement avec le gouvernement Bush, autour du projet de remplacer le pétrole par des « biocombustibles » : l'éthanol, produit à partir de l'alcool de canne. Il s'agit d'un projet dangereux, qui tend à remplacer la culture de produits alimentaires par celle de la canne à sucre, avec des conséquences désastreuses pour la nourriture des couches populaires.

On assiste, pendant ce nouveau gouvernement — où les ministres issus de partis du centre ou de la droite occupent une place encore plus déterminante qu'avant — à une prise de distance des mouvements sociaux par rapport à Lula. Non seulement la gauche radicale (le PSOL, le PSTU) et le MST, mais aussi la gauche syndicale et d'autres mouvements sociaux ont été amenés à protester contre la politique gouvernementale.

Une des grandes limites des dix années du gouvernement Lula a été l'absence d'une véritable réforme agraire, question centrale pour l'avenir de la société brésilienne. Selon le MST, le gouvernement Lula, qui s'était engagé à distribuer des terres à 450 000 familles paysannes, ne l'a fait que pour 150 000. Or, ce sont des millions de familles de travailleurs ruraux sans terre qui attendent, dans des conditions sociales de plus en plus précaires, une véritable réforme qui s'attaque aux privilèges insolents de l'oligarchie capitaliste rurale.

Interdit par la Constitution de briguer un troisième mandat, Lula a choisi comme dauphin son Chef de la Maison Civile — sorte de Premier ministre — Dilma Roussef, qui est devenue, en 2011, la candidate du PT aux élections présidentielles. Militante de la résistance armée à l'époque de la dictature militaire — elle a organisé l'expropriation de quelques banques — elle fut arrêtée, soumise à la torture et emprisonnée pendant trois années. Après sa libération, Dilma est devenue une « technocrate de gauche » efficace et pragmatique ; d'abord adhérente au Parti Démocratique du Travail (social-démocrate) de Leonel Brizola, elle ne va adhérer au PT qu'en 2000. En tant que bras droit de Lula elle a contribué à renflouer les banques qu'elle avait dévaluées dans sa jeunesse rebelle...

Élue au deuxième tour face au candidat réactionnaire lié à l'Opus Dei — Gerald Alckmin, du mal nommé « Parti Social-Démocrate Brésilien » — elle a donc succédé à Lula. Le PSOL a présenté comme candidat Plinio de Arruda Sampaio, figure historique de la gauche brésilienne, un chrétien socialiste inspirateur des premiers projets de réforme agraire, qui a fait une bonne campagne mais n'a eu que 1 % des voix...

La politique du gouvernement Dilma — éclaboussé par plusieurs scandales de corruption concernant divers ministres, notamment du parti de centre-droit PMDB, qui ont dû démissionner — ne se distingue guère de celle de son prédécesseur. Les programmes sociaux se maintiennent et sont même renforcés, mais l'orientation générale reste celle du « Consensus de Washington ». Un certain contrôle sur les flux de capitaux a été établi et la situation de l'économie s'est stabilisée. Les demandes des Sans-Terre d'une remise des dettes qui écrasent les paysans pauvres se sont heurtées à une fin de non-recevoir. Le plus décevant est probablement le bilan écologique : une loi sur les forêts qui favorise l'impunité pour les destructeurs de l'Amazonie ; et la décision de mener à bien le méga projet pharaonique de construction du barrage hydro-électrique de Belo Monte, impliquant l'expulsion des habitants et la destruction d'une vaste aire boisée. Les mouvements en défense des droits de l'homme ont obtenu une concession, sous la forme de Commission de la Vérité, qui a présenté un rapport sur les crimes de la dictature, mais sans

punition des responsables, couverts par l'auto amnistie des militaires en 1979.

Comme au cours des années précédentes, seule la mobilisation « par en bas » des travailleurs, des sans-terre et des sans-logis, des jeunes et des femmes, des écologistes et des indigènes, pourra changer le rapport des forces social et politique. ■

Venezuela, après le nouveau triomphe électoral du président Hugo Chávez

Les tensions du processus bolivarien : nationalisme populaire, conquêtes sociales et capitalisme rentier **Franck Gaudichaud**

Dimanche 7 octobre, Hugo Chávez fêtait sa troisième victoire aux élections présidentielles, avec 55,1 % des suffrages, contre 44,3 % en faveur de son principal adversaire, le candidat néolibéral Henrique Capriles Radonski. La polarisation politique était telle que les 4 autres candidats en lice ont été littéralement balayés¹. La popularité, la capacité de mobilisation et le leadership charismatique de Chávez restent donc solidement démontrées, ancrés et majoritaires au sein de celles et ceux « d'en bas » ; ceci alors que la participation électoral a atteint des sommets en dépassant les 80% du corps électoral. La manifestation de centaines de milliers de personnes (peut-être plus d'un million !) qui ont occupé les rues de Caracas, le jeudi 4 octobre, a constitué une incontestable démonstration de vitalité de la « révolution bolivarienne » et aussi l'omniprésence du président au moment de soulever l'enthousiasme des foules. Ceci sous les auspices d'un slogan de campagne d'ailleurs passablement éloigné du socialisme : « Chávez, cœur de la patrie ! ». On retrouve ici certainement la force du nationalisme populaire tel qu'il s'est incarné au Venezuela : celui d'un « césarisme » progressiste et anti-impérialiste (au sein de Gramsci) ou encore cette « raison populiste » post-néolibérale, décrite avec par Ernesto Laclau², qui a réussi à créer, à reconstituer par en haut et par en bas, une nouvelle communauté politique populaire au Venezuela, tout au long de cette dernière décennie. Pourtant, si fervent il y a, elle n'est pas le fruit unique d'une quelconque

1 Orlando Chirino, syndicaliste révolutionnaire, militant trotskyste et candidat de PSL (Parti Socialisme et Liberté), est resté enfermé dans une candidature de témoignage, obtenant 4140 votes (soit 0,02% des voix), sans réussir à mordre sur les franges de électoral populaire. Détails des résultats sur : www.eleccionesvenezuela.com/resultados-elecciones-venezuela.php.

2 E. Laclau, *La raison populiste*, Seuil, Paris, 2008

« irrationalité » politique, comme on peut le lire régulièrement dans la presse dominante ou d'une simple émergence plébéienne discursive. Cette mystique populaire existe aussi grâce au bilan social, bien réel et bien compris, du processus bolivarien : « *A la différence de ce qui se passait sous les gouvernements précédents, une grande part de la rente pétrolière a été utilisée pour financer la politique sociale. Les humbles (nombreux) qui crient « Viva Chávez ! » se réfèrent sans doute aux millions de personnes qui, chaque jour, accourent dans les différents programmes — Mercal, Pdval, Bicentenario, Farmapatria — où ils peuvent acheter les produits de première nécessité à prix subventionnés. Les jeunes qui s'enthousiasment — « Chávez va gagner ! » — songent d'évidence à la politique d'inclusion et d'éducation menée à tous les niveaux, aux livres et aux ordinateurs (les canaimitas) gratuits qui leur sont distribués. Les vieux qui se vêtent de t-shirts rouges, le font probablement parce que les 200 000 retraités touchant une pension à la fin de la IV^e république ont fait des petits et sont devenus 2 300 000 aujourd'hui. Quand les mères de familles parlent avec émotion du « comandante », c'est parce que les différentes « missions » mises en place leur ont donné accès à la santé, c'est parce que deux millions d'entre elles et de leurs proches bénéficient désormais du régime de la sécurité sociale. Que les mal-logés prennent parti n'a rien de surprenant non plus : la Grande mission logement Venezuela, certes trop tardivement créée, a bâti des dizaines de milliers d'habitations depuis sa naissance voici dix-huit mois »³. D'après la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU (CEPAL), le Venezuela est le pays qui a connu la baisse de la pauvreté la plus spectaculaire en Amérique latine : entre 2002 et 2010, celle-ci passe de 48,6 % à 27,8 % et de 22,2 % à 10,7% en ce qui concerne l'extrême pauvreté. De plus, le pays possède désormais l'un des niveaux d'inégalités le plus faible de la région, ce qui n'est pas rien dans le continent le plus inégalitaire de la planète. Les changements sont donc bien palpables, bien loin des années néolibérales de la IV^e République (1958-1998). Il faudrait ajouter à cela la création d'espaces de participation populaire, notamment au travers des milliers de Conseils communaux ou des coopératives paysannes issues de la réforme agraire ; la récente réforme du code du travail, la plus progressiste du continent⁴ ; la mise en place d'un des salaires minimums le plus élevé de la région ou encore le retour de la discussion sur la souveraineté du peuple, le socialisme et l'anti-capitalisme, bien au-delà des seules sphères militantes. Le programme de campagne de Chávez était d'ailleurs clairement orienté autour de ces questions stratégiques. L'élection de dimanche avait*

3 M. Lemoine, « Venezuela : les électeurs ont « confisqué » la démocratie », www.monde-diplomatique.fr, octobre 2012.

4 Puisqu'elle reconnaît le droit à la sécurité sociale pour les femmes au foyer et à leur compte, l'inamovibilité des femmes enceintes jusqu'à deux ans après la naissance, la réduction du temps de travail sans perte de salaire de 44 à 40 heures (et de 42 à 35h de nuit), la fin de la sous-traitance dans les 3 ans à venir, ou l'augmentation des peines pour les infractions à la législation du travail, notamment en cas de violation du droit de grève.

aussi un caractère géopolitique évident. Une défaite du candidat du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) et de ses alliés du Grand Pôle patriotique (dont le Parti communiste vénézuélien) aurait fortement détérioré les rapports de classes continentaux, menaçant les conquêtes sociales et démocratiques de la dernière décennie, mais aussi menacé la nouvelle autonomie relative du Sud face à l'impérialisme, la toute jeune Union des nations sud-américaines (UNASUR) et, surtout, mis à mal des projets novateurs, bien que encore balbutiants ou limités, tels que l'ALBA⁵ ou la Banque du sud.

Pourtant, cette nouvelle victoire électorale -très claire et indiscutable- ne saurait cacher les multiples problèmes non réglés depuis 13 années de pouvoir, les « dilemmes » et les intenses contradictions du processus bolivarien, au-delà des discours sur le « socialisme du XXI^e siècle » (dont on peine encore à voir ne serait-ce que les contours flous)⁶. Citons en quelques-uns parmi les plus criants :

- La corruption qui reste endémique, et à tous les niveaux institutionnels (et en particulier au niveau des gouverneurs des États fédérés), au point que l'on peut parler d'un phénomène structurel et enkysté, héritage d'un État rentier et petro-dépendant qui n'a pas été transformé

- La bureaucratie, l'inefficacité et la faible institutionnalisation des politiques publiques, le manque de productivité des entreprises étatiques, la valse permanente des responsables dans les ministères et, comme l'a reconnu et répété le président lui-même pendant la campagne « *le manque de suivi des projets* », notamment ceux destinés à améliorer l'accès à l'électricité, à diversifier le modèle productif ou encore à assurer la souveraineté alimentaire d'un pays qui importe encore plus de 75% de son alimentation

- L'insécurité (surtout dans les villes) et l'ampleur de la criminalité, qui fait du Venezuela l'un des pays avec le plus fort taux d'homicides, par arme à feu légère, du continent (hors conflit armé) : une préoccupation et un calvaire quotidien pour les secteurs populaires, largement instrumentalisée par la droite et l'oligarchie, malgré certaines avancées réelles avec la récente réforme de la police et un début de prise en compte du phénomène

- La faiblesse de la structuration du mouvement syndical, l'échec -et y compris la répression- d'expériences de contrôle ouvrier et de cogestion (tel à SIDOR ou Sanitarios Maracay)⁷, la remise en cause de l'indépendance de la classe ouvrière, alimentée par la tentation permanente d'un contrôle par en haut du syndicalisme par l'exécutif, verticalisme

5 *Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique*, alternative novatrice et intéressante, mais largement mise en sourdine depuis l'entrée du Venezuela au sein du MERCOSUR.

6 F. Esteban, S. Brulez, « Le laboratoire du socialisme du XXI^e siècle cherche toujours la formule qui marche », *Inprecor*, n° 564-565, août-septembre 2010. Lire également : P. Stefanoni, « El triunfo de Chávez y el socialismo petrolero », *Viento Sur*, octobre 2012, <http://vientosur.info/spip/spip.php?article7271> et Modesto Emilio Guerrero, *12 dilemas de la Revolución Bolivariana*, Caracas, El Perro y la Rana, 2012.

renforcé dernièrement par les divisions interne et la crise de l'UNETE (*Unión Nacional de Trabajadores de Venezuela*) et la création (en 2011) de la CSBT (*Central Socialista Bolivariana de los Trabajadores*), inféodée au ministère du travail.

- La question de l'omniprésence de Hugo Chávez, parfois qualifiée « d'hyperprésidentialisme » et donc le niveau de personnalisation du pouvoir, dans un contexte -de plus- où le président est gravement malade d'un cancer et donc considérablement affaibli

- Le maintien d'un modèle de développement (et d'un État) rentier issu de la paradoxale « malédiction » de l'abondance pétrolière⁸ : un modelé non durable, essentiellement basé sur l'exploitation de cette ressource et une économie capitaliste mixte où plus de 70% du PIB reste dans les mains du secteur privé⁹, alors qu'une caste -dénommée « boli-bourgeoisie »- s'enrichit à l'ombre de cette manne et d'une « droite endogène » au gouvernement, incarnée par quelques hommes forts (et richissimes), tel Diosdado Cabello (aujourd'hui président de l'Assemblée nationale).

- La politique extérieure, particulièrement celle au Moyen-orient, où au nom d'une stratégie anti-impérialiste « campiste », Hugo Chávez a choisi de soutenir, contre vents et marées, plusieurs gouvernements autocrates, voir sanguinaires, de la région : une stratégie renouvelée dès le lendemain de l'élection, quand le président dans une conférence de presse a tenu à renouveler son amitié à Bachard El Assad face « aux terroristes » et à l'OTAN.

Cependant, et c'est ce que nous avons pu constater lors de notre séjour à Caracas durant les dernières élections, de plus en plus de voix et de collectifs issus du « chavisme critique » se font entendre pour renouveler leur appui conscient au processus (et à ses conquêtes)¹⁰, tout en dénonçant sa stagnation et l'absence d'avancées dans bien des domaines, expliquant aussi que si une partie de l'électorat populaire a décidé de voter Capriles, c'est histoire d'exprimer son mécontentement ou son désarroi. Comme le note Patrick Guillaudat : « *En regardant de près les résultats, la victoire est fragile, malgré le fait que Chávez ait gagné contre*

7 Modesto Emilio Guerrero décrit cependant la existence de 37 entreprises « *sous contrôle ouvrier consolidé* » (entretien avec Andrés Figueroa Cornejo, www.radiosur.org.ar, novembre 2012).

8 Sur cette notion de malédiction de l'abondance des ressources naturelles et ses conséquences, voir : A. Acosta, *La maldición de la abundancia*, Quito, Abya Yala, 2010.

9 Sur ces questions, voir les nombreux écrits de Víctor Álvarez, économiste et ex-ministre des Industries de base et des Mines : *Venezuela: ¿Hacia dónde va el modelo productivo?*, Caracas, Centro Internacional Miranda, 2009.

10 Des collectifs et militants y compris libertaires, tel Roland Denis, ont aussi appelé à voter Chávez, malgré leurs critiques, conscients du danger que représente Capriles et la MUD.

Capriles dans 22 des 24 états du pays. Entre les dernières présidentielles de 2006 et celles de 2012, Chávez a gagné 752976 voix pendant que l'opposition en gagnait 2175984, soit près de trois fois plus. Dans les quartiers populaires de Caracas (Petare, 23 de Enero, La Vega,...) le vote chaviste a baissé de 6 à 9 %. C'est le même mouvement dans les autres villes du pays. D'autre part, le décompte précis des voix de chaque candidat, réparties parti par parti, permet de voir que plus d'un cinquième des voix obtenues par Chávez se sont portées sur d'autres partis que le PSUV. [...] La défiance ou les critiques se sont aussi exprimées par un vote porté sur d'autres organisations que la PSUV, notamment le PCV. Dans les jours qui ont suivi l'élection, des signaux contradictoires ont été lancés. D'un côté, Chávez prône le dialogue et l'ouverture en direction de l'opposition. De l'autre côté, des militants du PSUV demandent une « rectification » dans le sens d'un approfondissement du processus »¹¹.

Il est également important de souligner que le panorama de l'opposition a largement évolué : on peut même affirmer, comme le marxiste Manuel Sutherland, que Capriles Radonski, candidat de l'oligarchie et de l'impérialisme, est d'une certaine manière un « perdant vainqueur »¹². Le candidat de la MUD, (*Mesa de la Unidad Democrática*), vaste coalition d'une trentaine d'organisations (allant de groupuscules ex-maoïstes à l'extrême-droite), a réussi à s'imposer lors de primaires, y compris face aux grands partis historiques de « l'ancien régime » : COPEI (démocrate-chrétien) et *Acción Democrática* (social-démocrate). Trentenaire, issu de la grande bourgeoisie, dirigeant de *Primero Justicia* (nouveau parti créé en 2000 avec l'appui d'ultra-conservateurs états-unien) et très actif durant le coup d'Etat de 2002, Capriles a largement réussi son pari : en imposant sa stratégie, il a aussi rajeuni et dynamisé l'image de l'opposition, réussi avec brio des meetings nombreux dans tout le pays. Ceci, loin de l'hystérie semi-fasciste des années antérieures, allant jusqu'à faire une campagne de propagande aux tonalités de centre-gauche, « humaniste », se disant proche de Lula et attaché au progrès social... tout en proposant en sous-main un programme violemment néo-libéral¹³. Conclusion de Sutherland : « Capriles Radonski a clairement donné l'impression d'être un rival qui se prépare à prendre le pouvoir à moyen terme (2018), à l'occasion d'un contexte électoral plus favorable, c'est-à-dire au moment où la détérioration de la popularité du charisme du fait de

11 *Tout est à nous ! La Revue*, décembre 2012. Voir également : P. Guillaudat et P. Mouterde, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne*, M Editeur, Québec, 2012.

12 M. Sutherland, « Retour sur la victoire de Chávez : radicalité vs. conciliation droitière », *Apporea.org*, octobre 2012 (traduction en français disponible sur www.avanti4.be).

13 Le français Romain Mingus (vivant à Caracas) a largement participé à dévoiler ce double jeu, lors de la campagne présidentielle : *El Nuevo Paquetazo*, www.comandocarabobo.org.ve/el-nuevo-paquetazo/.

l'augmentation des problèmes que rencontre la société vénézuélienne (insécurité, coût de la vie élevé, chômage, etc.) sera déterminante. Si les tendances électorales actuelles continuent d'évoluer dans ces directions pour les deux camps, Capriles pourrait bien être le prochain et le plus néolibéral président du Venezuela ».

Les élections régionales (élections des gouverneurs et des parlements fédérés) de la mi-décembre seront sans aucun doute un nouveau test pour le camp bolivarien. Et déjà un certain malaise se fait sentir au sein du chavisme militant, face aux candidats choisis, tous nommés par « en haut », et représentant la direction bureaucratique d'un PSUV toujours plus éloigné de sa base ou car directement issus du pouvoir militaire qui entoure le Président. Par exemple, dans l'État de Bolívar, on retrouve Francisco Rangel Gómez qui aspire à une seconde réélection, alors qu'il s'était fait connaître en 2008 par son opposition féroce contre les ouvriers de SIDOR ou encore dans l'État de Lara, l'ex-gouverneur et militaire Luis Reyes Reyes, portera encore les couleurs bolivariennes, alors qu'il accusé par de nombreux mouvements sociaux d'être responsable de violation des droits de l'homme par le passé.

Malgré tout, et malgré ce panorama ouvertement critique (qui nous semble indispensable au moment de savoir comment exprimer notre internationalisme aussi bien face à l'intense campagne médiatique antichaviste¹⁴ que face aux oligarchies du sud comme du nord), le peuple bolivarien (et ses luttes) reste vivant, dynamique, rebelle, près à ruer dans les brancards. Le processus n'est donc pas mort, loin de là. Il suffit de parcourir les *ranchos* des grandes villes, les rues de Caracas, les usines de Ciudad Guyana ou l'intérieur du pays pour s'en rendre compte. Ce que le politologue et altermondialiste Edgardo Lander, a pu nommer un « projet alternatif en tension » reste ainsi une donnée centrale des coordonnées politiques du Venezuela actuel. Ce projet, traversé par une « tension entre le contrôle par en haut et l'autonomie à la base », s'est cristallisé autour de la notion médullaire de l'ensemble du discours politique bolivarien : le *peuple souverain*¹⁵. Et c'est précisément de ce dernier que dépendront les prochains mois. Selon l'éditorialiste de *La Jornada* Guillermo Almeyra : « Ceux qui votent pour Chávez ne sont pas aveugles face aux problèmes de la corruption, du verticalisme, du bureaucratisme, de la direction militaire d'un processus qui exige, par contre, la plus large participation décisive de la population, la discussion ouverte des diverses options possibles pour résoudre les grands problèmes, le contrôle populaire des réalisations et des institutions gouvernementales » et il ajoute « Au lieu de présenter une candidature indépendante et antichaviste, comme celle du

14 Voir l'édifiant dossier « Venezuela » d'ACRIMED à ce propos : www.acrimed.org/rubrique179.html.

15 F. Gaudichaud, « Le processus bolivarien : un projet alternatif en tension ? », Entretien avec E. Lander, *ContreTemps*, janvier 2009 (en ligne sur www.cetri.be/spip.php?article1050&lang=fr).

syndicaliste combatif Orlando Chirino, séparant les socialistes des chavistes, la gauche révolutionnaire aurait dû travailler ensemble avec les chavistes partisans du socialisme pour renforcer l'auto-organisation des travailleurs et, après la défaite de la droite, livrer bataille dans de meilleures conditions contre le verticalisme et les bureaucrates-technocrates qui espèrent la disparition d'Hugo Chávez pour contrôler l'appareil d'Etat. Car les grandes batailles se livreront après le mois d'octobre ».

Cette option est partagée, notamment, par *Marea Socialista*, courant anti-capitaliste du PSUV. Durant la présidentielle, ces militants -fortement impliqués dans le mouvement syndical et une partie de la jeunesse- ont lancé une campagne autour des mots d'ordre « *Le 7 octobre : Chávez président ; le 8 octobre : débarrasser la révolution de ses bureaucrates* » « *Pour un gouvernement du peuple travailleur sans capitalistes !* ». Ils s'étaient regroupés, en mai 2012, au sein de l'APR (*Alianza Popular Revolucionaria*) qui essaye de construire une mobilisation bolivarienne autonome, non inféodée aux structures de l'État ou du PSUV, aux côtés de l'organisation paysanne « *Courant Révolutionnaire Bolivar et Zamora* », le Mouvement des pobladores, l'Association Nationale des Medias Communautaires Libres et Alternatifs (ANMCLA), Surco (collectif d'éducation universitaire), des organisations féministes, etc. Face aux vellétés d'une partie du gouvernement de conciliation avec l'opposition ou l'oligarchie, qui semble poindre ces dernières semaines, ces secteurs critiques soulignent que seules les luttes sociales et l'approfondissement des conquêtes démocratiques, des formes de participation autonome et un contrôle sur l'économie comme sur le fonctionnement de l'État, la création de formes pouvoir populaire réel, pourront donner un contenu concret aux appels au « *socialisme du XXI^e siècle* ». Et commencer ainsi à dépasser ainsi les obstacles et contradictions du processus bolivarien, sans pour autant permettre le retour des néolibéraux et des agents de Washington dans le pays. Il s'agit certainement de la dernière opportunité au sein de cette nouvelle séquence politique qui s'ouvre, après 13 ans de pouvoir. Et rien ne dit pour l'instant qu'elle soit la plus probable, loin de là, même si elle reste la plus souhaitable du point de vue des anti-néolibéraux conséquents et des anticapitalistes.

– INPRECOR – décembre 2012

Héctor Márquez, Mexique : lutte contre la fraude électorale et réorganisations à gauche

Début septembre, le Tribunal électoral du pouvoir judiciaire de la fédération (TEPJF) validait l'élection présidentielle du premier juillet. Face au retour du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) aux commandes du pays, l'organisation d'une force politique des travailleurs est plus urgente que jamais.

Début septembre, les derniers doutes concernant l'impartialité du TEPJF ont été dissipés. Le Mouvement Régénération Nationale (MORENA) d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) et la coalition électorale « *Mouvement Progressiste* », qui ont porté la candidature d'AMLO, ont été définitivement déboutés de leur demande d'annulation des élections. Malgré les évidences et les quantités de preuves apportées par le centre-gauche (sans prétendre à l'exhaustivité, mentionnons l'achat massif de votes, l'utilisation d'incroyables quantités d'argent de provenance illicite et le dépassement millionnaire des frais de campagnes autorisés), le TEPJF a déclaré valides et « *exemplaires* » les dernières élections. Après les fraudes de 1988 et 2006 qui empêchèrent l'arrivée au pouvoir du centre-gauche, la résolution du TEPJF met probablement fin aux espoirs de ceux qui pensaient qu'une transformation du pays par la voie institutionnelle était encore possible.

Que signifie le retour du PRI au pouvoir ?

Félice Calderón, dont la politique militariste de « *guerre contre la drogue* », lancée à la remorque du gouvernement états-unien, provoqua la mort de 60.000 à 80.000 personnes et le déplacement de plusieurs dizaines de milliers d'autres, quitte le pouvoir après un sexennat désastreux. Face à l'usure du Parti Action Nationale (PAN) après deux gouvernements successifs, l'oligarchie néolibérale et pro yankee a misé sur le retour du PRI, incarné par Enrique Peña Nieto (EPN), pour assurer la continuité du régime et la poursuite des politiques de saccages au service du capital transnational. Parmi les politiques de choc annoncées durant sa campagne, signalons la révision de la loi sur le Travail qui fera table rase des conquêtes historiques des travailleurs mexicains, en flexibilisant de manière radicale les conditions d'embauche. D'autres mesures anti populaires, comme la réforme fiscale ou la privatisation du pétrole, font également partie des « *réformes structurelles* » qu'EPN entend bien imposer. Toutes ces mesures auront pour conséquences immédiates de rendre encore plus difficile le quotidien d'une population qui a vu ses conditions d'existence et de survie se détériorer à l'extrême. Face à cette situation, une augmentation des luttes et des conflits sociaux est prévisible à court terme. Pour contenir une situation sociale toujours plus explosive, la poursuite de la politique de « *sécurité* » décidée à Washington apparaît comme une nécessité absolue pour le régime. Pour ce faire EPN s'est arrogé les services du colombien Óscar Naranjo Trujillo, ex-Directeur Général de la Police Nationale

colombienne. Ce dernier, en plus de son appartenance à la Drug Enforcement Administration (DEA) états-unienne, est considéré comme l'un des artisans du « terrorisme d'État » en Colombie. Il est également soupçonné par de nombreuses ONG d'entretenir des liens avec des organisations criminelles.

Quelles réorganisations à gauche ?

Les partis de la gauche institutionnelle regroupés dans la coalition électorale « Mouvement Progressiste », ont accueilli avec soulagement la résolution du TEPJF déclarant officiellement vainqueur EPN. La priorité étant pour eux de mettre fin au conflit post-électoral afin de pouvoir négocier postes et positions avec le nouvel homme fort du pays. Ils n'ont en aucun cas vocation à entreprendre une lutte frontale contre le régime. Lors d'un meeting tenu le 9 septembre qui a à nouveau fait le plein sur le Zócalo de Mexico, AMLO a annoncé sa séparation « sans rupture » avec les partis composant le « Mouvement Progressiste ». Au cours de cette assemblée, il a annoncé la poursuite du travail de construction de MORENA qui tiendra un congrès national en novembre au cours duquel sera probablement décidée sa transformation en parti politique doté de reconnaissance juridique. AMLO a également annoncé que MORENA ne reconnaîtra pas EPN comme Président et a présenté un plan de « désobéissance civile » qui frappe par son caractère extrêmement « légaliste » et qui se contente de dénoncer de manière symbolique le caractère illégitime du président tout en renonçant de fait à entreprendre une lutte de masse pour empêcher pratiquement son intronisation le premier décembre.

L'annonce d'AMLO qui renonce de fait à poursuivre la bataille contre l'intronisation d'EPN en fait reposer le poids exclusif sur le mouvement étudiant « Je suis le 132 » et sur la « Convention Nationale contre l'Imposition ».

Il est évident que pour être à la hauteur de la situation un front unique faisant appel aux 16 millions de personnes ayant voté pour AMLO aurait été nécessaire. En lieu et place, sa proposition d'un nouveau parti pluriclassiste dont le programme ressemblera fortement à celui du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) des origines semble notoirement insuffisante.

Pour les secteurs de la gauche anticapitaliste qui ont appuyé la candidature d'AMLO, l'heure de faire des choix semble donc arrivée. Face à la poursuite des politiques néolibérales les plus brutales et aux luttes qui s'annoncent de manière inexorable, la construction d'un parti des travailleurs indépendant doté d'une base de masse et défendant un programme de classe doit être la priorité. La jeune **Organisation Politique du Peuple et des Travailleurs (OPT)**, fondée il y a un an à peine à l'initiative du combatif Syndicat Mexicain des Électriciens (SME) et rejoint depuis par d'autres organisations syndicales et populaires, en représente aujourd'hui la forme embryonnaire. C'est probablement à la construction d'une organisation de ce type, seule à même de représenter une alternative aux partis de la gauche institutionnelle, que doit s'atteler la gauche socialiste et révolutionnaire. ■* **Héctor Márquez** est le correspondant à Mexico du bimensuel suisse « solidarités ».

Pedro Campos : Cuba. Une

bataille stratégique en cours pour l'avenir du socialisme

Une chose est très claire : le gouvernement actuel du général Raúl Castro est en train de prendre des mesures dans le cadre du schéma traditionnel du « socialisme d'État », pour tenter de le rendre plus efficace et plus productif, pour « rectifier » les erreurs antérieures qui « *sont les mêmes mais ne sont pas égales* ». Tout cela en lien avec la faillite des stimulants de la production, en particulier agricole, les entreprises enflées pour maintenir le haut niveau de « l'emploi », l'énormité des subventions étatiques, les employés à leur propre compte, le traitement des dissidents, les rapports avec le capital international et, en particulier, la nécessité de démonter ou d'alléger le blocus impérialiste empêchant l'État cubain de bénéficier des avantages économiques de l'échange commercial bilatéral avec son voisin et ennemi historique : les États-Unis. Le président a été très clair : il propose de perfectionner et de mettre à jour ce qu'il y a quelques années encore son frère dirigeait. Non pas de le changer. Pour cela il faut remplacer la majorité des cadres du premier niveau, habitués aux schémas antérieurs et à certaines vieilles méthodes. C'est une tentative de modifier l'action de l'État, passant d'un idéalisme distributif à un pragmatisme économique, en rompant objectivement avec l'immobilisme antérieur.

C'est la source des critiques officielles de l'État paternaliste, des négociations avec l'Église catholique, d'une certaine tolérance envers les critiques formulées à partir des positions révolutionnaires ou adverses sans une répression notable, de la reconnaissance de la diversité sexuelle, d'une politique culturelle relativement plus ouverte, etc. (tant que tout cela ne met pas en cause le contrôle du pouvoir politique de la direction historique ...). Une telle démarche ne permet pas d'accepter publiquement d'autres explications des graves problèmes qu'affrontent l'économie et la société cubaine que celles mettant en avant le blocus économique, le détournement des ressources étatiques par les travailleurs et leur indifférence. Quant aux responsabilités de la direction, au manque d'évolution de sa pensée politique, il n'est pas possible d'assumer autre chose que le « perfectionnement » ou « la mise à jour » des politiques étatiques traditionnelles. On sait que ce type de « socialisme », qui cache un capitalisme monopoliste d'État et génère la corruption par sa nature même, n'a jamais été capable de développer une économie solide qui satisfasse les besoins matériels et spirituels des majorités et qu'il n'a pu le faire que partiellement et de manière instable grâce aux grandes subventions extérieures. D'abord ce fut l'aide soviétique, massive et prolongée, qui a disparu. Puis celle du Venezuela, en échange de services médicaux et techniques, qui a permis de reprendre le souffle, mais de manière toujours limitée. Cependant les circonstances économiques et politiques dans ce pays frère ne permettent pas de l'amplifier.

Dans ces conditions il est compréhensible que le « socialisme d'État » cubain cherche, pour survivre, à améliorer ses relations détériorées avec le capital international et les pays capitalistes plus développés, en particulier avec les

États-Unis. C'est le résultat de la décapitalisation dont Cuba a souffert durant la « période spéciale » et de son incapacité à faire fonctionner l'économie. Le besoin de démontrer que le système peut « servir », celui de consolider le soutien au gouvernement de secteurs importants, de réduire les pressions internes et externes, de bénéficier de la pénétration du capital international — telles sont les principales motivations de l'ensemble des mesures économiques et politiques mises en avant. Évidemment, cela présente des aspects qui pourraient être positifs pour le peuple cubain dans les circonstances actuelles. Si l'on assiste à une large ouverture pour le travail indépendant (1) et que les restrictions actuelles sont réduites, il y aura beaucoup de bénéficiaires. Si — malgré les erreurs dans leur conception, malgré la destruction de nombreuses unités de base de production coopératives et malgré la corruption qui accompagne sa mise en œuvre — on obtenait que le décret 259 (2) permette de cultiver au moins une partie des terres en friche, nombreux seront ceux qui pourront trouver un nouveau mode de vie et il y aura davantage d'aliments pour la population. Si l'on parvient à consolider la tolérance et le respect de l'opposition pacifique ainsi que des divergences entre les révolutionnaires ou les communistes eux-mêmes, les tensions au sein de la société vont se réduire, ce qui conviendra à tout le monde. Si l'on permet une libération du marché interne, beaucoup de Cubains pourront vendre leur production, ce qui est aujourd'hui interdit ; déjà la réouverture des points de vente des produits agricoles a été autorisée, ce qui casse le prétendu monopole de quelques ministères. Si l'on stabilise une détente des relations avec les États-Unis et que l'on réduit les restrictions de toute sorte d'échanges, nombre de Cubains pourront en profiter et il y aura moins de prétextes pour les politiques intérieures répressives.

Mais, évidemment, aux yeux de beaucoup d'entre nous, tout ceci est conditionné, biaisé, conçu et appliqué par des méthodes et avec des moyens bureaucratiques. C'est donc insuffisant et nous considérons que certaines des mesures promues sont contre-productives car même si elles peuvent servir pour consolider le « socialisme d'État » à court terme, à moyen terme elles créent les conditions pour qu'il se passe ici quelque chose de semblable à ce qui s'est passé en Russie ou en Chine et qu'en fin de compte nous aboutissions à la domination du capitalisme privé, fécondé par les investissements étrangers et les capitalistes nationaux. Le feu vert au privé pour exploiter le travail salarié, son autorisation à une large échelle, pourra générer la reproduction élargie des petites entreprises et ouvrir la voie à un capital moyen. Il faut étudier quel sera le rôle des exilés cubains intéressés par les investissements dans de telles affaires et voulant aider leurs parents. L'État trouvera immanquablement des alliés et des dividendes dans le capital international et dans l'exploitation commune du « capital humain cubain », mais le coût politique et social à moyen terme sera élevé et il sera payé par le peuple et par l'avenir du socialisme. Nous ne doutons pas que l'impérialisme, en particulier nord-américain, et ses compagnies essayeront de tirer profit de cette conjoncture pour assurer les fondements de sa pénétration stratégique dans l'île. Certaines des mesures gouvernementales pourraient même favoriser cela, telle l'intention d'encourager

l'investissement étranger direct, la création de seize terrains de golf avec des résidences exclusives pour les millionnaires et l'extension de 50 à 99 ans de la durée de propriété accordée aux étrangers. Cela ne soulève pas de beaucoup de sympathie parmi les révolutionnaires cubains. Que les gouvernements de Washington et de La Havane fassent des pas en vue d'améliorer leurs relations, ne peut qu'être positif. Cela apparaît dans les démarches de l'Église catholique cubaine à Washington, dans la récente visite du gouverneur Bill Richardson, qui a permis d'aborder de nombreux problèmes : le cas d'un « entrepreneur » retenu à Cuba, les quelques mesures qui allégeraient la situation carcérale de nos cinq camarades antiterroristes emprisonnés aux États-Unis, les changements de fonctionnaires du Département d'État états-unien en charge de Cuba, les mesures annoncées par Obama pour rendre plus faciles les visites des Américains du nord à Cuba, les débats du Congrès en vue d'éliminer l'interdiction des voyages de touristes à Cuba, et bien d'autres...

Le criminel blocus impérialiste doit être totalement levé de manière inconditionnelle et on devrait profiter des indispensables échanges avec le monde capitaliste, mais plutôt au travers d'investissements indirects et des crédits étrangers, compatibles avec les besoins précis, rationnels et définis de manière consensuelle d'une économie administrée démocratiquement par les travailleurs. Car aux yeux de beaucoup de Cubains, les mesures qui rendent possible une large pénétration des capitaux, des investissements directs et des touristes nord-américains, prises seulement en fonction des intérêts définis par la bureaucratie, par des décisions d'en haut, sans consensus national et sans approbation des travailleurs ni du peuple, comportent des dangers pour notre biodiversité, nos écosystèmes, notre souveraineté, notre culture, pour le développement d'une économie saine et véritablement socialiste et, surtout, pour notre sécurité nationale. Personne ne doit oublier qu'un des prétextes employés par l'impérialisme pour ses interventions a été « la protection de la vie et des biens des citoyens nord-américains ».

Tant que Fidel vivra, le secteur mercantiliste et pro capitaliste — corrompu — de la bureaucratie évitera un tournant trop apparent vers le capitalisme, que de telles mesures pourraient stimuler. Si ce secteur parvenait à s'imposer définitivement dans la lutte actuelle, il préserverait l'image des dirigeants historiques jusqu'à ce que, disparus, il se partage le gâteau restant et fasse d'eux des statues, vénérées mais oubliées dans ce qu'ils avaient tenté de pratiques socialistes, tel Mao, si ce n'est stigmatisées et diabolisées. Une frange importante des révolutionnaires et du peuple ne veut pas d'une telle issue. Nous sommes nombreux à aspirer à autre chose, à un autre socialisme. Nous acceptons certaines mais pas toutes ces mesures. Et surtout, nous en souhaitons d'autres, dont on ne parle pas, comme une large ouverture au coopératisme, l'administration des entreprises étatiques par les collectifs des travailleurs, une large réforme qui démocratiserait le système électoral, une véritable démocratisation du Parti communiste et de la société, le respect de tous les droits humains y compris les droits civiques, les droits politiques et les droits économiques et non seulement une partie de ces droits, un accès général à Internet,

des changements dans la loi migratrice pour préserver les droits des citoyens et réduire le coût des démarches, des politiques et des lois concrètes pour garantir le respect de la diversité culturelle, politique, raciale, sexuelle, etc. Voilà ce que nous demandons. Aujourd'hui, le pouvoir réel n'est pas socialisé et le système politique actuel ne permet pas que ces propositions puissent devenir déterminantes.

Avec le système actuel de l'absolu contrôle du pouvoir, de l'État et des médias nationaux par un groupe sectaire, nos possibilités se limitent à mener une bataille au sein du parti, au cours des discussions autorisées et dans les petits espaces de débat qui existent, telle la revue [Temas](#), et de manière limitée par internet. Nous essayons de promouvoir de cette manière le dialogue entre les révolutionnaires et avec toute la société, de dénoncer ce qui nous semble pernicieux pour le futur du socialisme et de présenter nos idées dans le cadre de nos possibilités limitées. Dans ce cadre nous profitons de toutes les brèches du système étatiste, nous luttons pour que nos idées coïncident avec les aspirations du plus grand nombre, nous mobilisons ceux qui sont à notre portée pour tenter d'influencer toutes les sphères de la société, y compris la bureaucratie elle-même, nous effectuons des actions publiques de propagande, tout cela dans le respect des autres et de manière non violente. Telle est notre lutte pour la démocratisation du système. Il n'y a pas de doutes qu'à Cuba un large secteur du parti, des travailleurs, des intellectuels, des paysans et en général du peuple, en particulier de sa jeunesse, a pris conscience de la réalité. Peu à peu apparaît une nouvelle manière de concevoir le socialisme, incluant un large éventail de positions, mais qui sont toutes anti-impérialistes et anticapitalistes, qui sont toutes plus ouvertes et pluralistes. Il s'agit d'une grande diversité de visions révolutionnaires, qui vont des positions social-démocrates et religieuses de divers types, en passant par des positions écologistes, socialistes, communistes, trotskistes, guévaristes, gramsciennes, anarchistes, autogestionnaires, communautaires, libertaires, homosexuelles, etc., jusqu'aux positions les plus radicales de la gauche, qui plaident toutes pour un socialisme plus démocratique et participatif, où le pouvoir réel des travailleurs et du peuple soit direct et effectif sur toutes sortes de décisions.

Ce secteur, qui croît de manière systématique, n'accepte pas le retour au passé capitaliste dépendant des États-Unis. Mais il ne veut pas plus que se prolonge l'actuel système étatiste. Les partisans de l'immobilisme ne peuvent le comprendre et, privés d'arguments, ils multiplient de fausses accusations contre ces positions. Cette vaste gauche aspire à ce qu'on l'écoute, à un échange serein des arguments, à un dialogue sans exclusions et sans sectarisme. Elle n'est pas fatiguée de solliciter tout cela. Beaucoup voudraient que la révolution avance vers une phase supérieure et non qu'elle se termine dans un déni de la mémoire et dans la diabolisation. Devant tant d'intolérance de l'État, il est vrai, certains ne veulent plus tenter de dialoguer mais essaient d'ignorer l'existence du gouvernement et rejettent toute collaboration avec lui. L'accumulation de désenchantements peut aussi conduire à tourner le dos à toute forme d'intérêt pour la politique. Pour beaucoup d'entre nous, la principale force productive ce sont nos ressources humaines — ce « capital

humain » comme le disent ceux qui ne voient dans les travailleurs qu'un moyen pour extorquer des profits — produites par la grande révolution culturelle qui a eu lieu durant ces années. Ce dont nous avons besoin, c'est que ces ressources humaines soient libérées des ligotages étatiques actuels et qu'elles puissent dévoiler toutes leurs initiatives dans une ambiance saine, solidaire, constructive, écologique, loin des vices traditionnels du capitalisme et des ses formes d'exploitation, mais avant tout sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Bien sûr, au sein de la société cubaine existe aussi une minorité adverse qui aspire à une plus grande « part du gâteau » et à « un nouveau compte ». D'une manière plus ouverte que d'autres, certains de ses membres souhaitent la pleine restauration du capitalisme privé. Les plus extrémistes de ces annexionnistes préféreraient même voir détruits tous les acquis de ces cinquante ans. Ceux là soutiennent la poursuite du blocus, rejettent la médiation de l'Église et toute tentative d'entente avec le gouvernement. Une partie de ce secteur encouragé par l'impérialisme peut considérer comme positives certaines des mesures du gouvernement de Raúl Castro, par exemple la libération de ceux qui formèrent le groupe des 75 (3), la tolérance relative de leurs activités pacifiques, la possibilité de développer des entreprises privées qui exploitent le travail salarié ainsi que l'ouverture plus grande au capital étranger qui pourra « démontrer la supériorité du capitalisme sur le socialisme » et, éventuellement, leur fournir les ressources pour leurs activités politiques. C'est logique de leur point de vue. Ils voudraient provoquer un revirement dans la société cubaine en faveur de leurs positions. Mais objectivement ils n'en sont pas capables aujourd'hui. Néanmoins les dommages que la « période spéciale » a causés à l'idée socialiste ainsi que l'éventuelle amélioration des conditions de vie de nombreux Cubains grâce à l'allègement éventuel du blocus, pourraient renforcer l'idée que le salut vient du Nord ainsi que l'option représentée par ce secteur encore minoritaire.

A Cuba une bataille stratégique pour l'avenir du socialisme est en cours. [...]

Publié dans *Inprecor*, [N° 569-570](#) janvier-février 2011
(traduction J Malewski)

POUR ALLER PLUS LOIN

Claudio Katz, Amérique latine : vers le socialisme du

XXI^e siècle ?

L'Amérique latine est devenue un lieu privilégié pour débattre du socialisme. La région est le principal foyer de résistance internationale à l'impérialisme et au néolibéralisme. Au cours des dernières années, plusieurs soulèvements ont conduit à la chute de présidents néo-libéraux (Bolivie, Équateur, Argentine). Ces actions ont consolidé la présence massive des mouvements sociaux. Dans le cadre de ces luttes – qui ont connu la défaite ou la répression (Pérou, Colombie), des reflux ou des déceptions (Brésil, Uruguay) – de nouveaux secteurs de la population se sont ralliés à la protestation. Cela s'est traduit par une base sociale renouvelée et jeune (Chili) et par des modalités d'auto-organisation très combattives (Mexique). Dans la mesure où le socialisme offre une perspective stratégique pour ces mobilisations, le débat à son sujet a repris de l'importance au sein de nombreuses organisations populaires.

Motivations

Au Venezuela, l'actualité du socialisme se fait clairement sentir dans la rue. Elle manifeste la proximité idéologique existant entre le processus bolivarien et la gauche, que l'on ne trouvait pas au sein d'autres expériences nationalistes. À l'époque de l'Union soviétique, certains chefs d'État du tiers monde se déclaraient socialistes pour des raisons géopolitiques – contrecarrer les pressions nord-américaines – ou économiques – obtenir des subventions du géant russe –. La situation a changé et la remise à l'ordre du jour d'un horizon anticapitaliste apparaît plus authentique. Le socialisme du XXI^e siècle se discute également en Bolivie. Il est encore présent à Cuba, après 45 ans d'embargo et d'agressions impérialistes. Si l'effondrement qui a emporté les régimes de l'URSS et de l'Europe orientale s'était étendu à Cuba, personne aujourd'hui ne proposerait une perspective non capitaliste pour l'Amérique latine. L'impact politique de cette régression aurait été dévastateur. Le drapeau du socialisme n'a pas été repris à leur compte par les présidents de centre-gauche, qui ont abandonné toute référence à ce thème à l'heure de leur réconciliation avec les classes dominantes. Bachelet aujourd'hui présidente de la Concertation, qui s'est fait une spécialité de recycler le modèle néo-libéral, ne se souvient pas même du nom de son propre parti. Lula a oublié son flirt de jeunesse avec le socialisme et a raffermi ses liens avec les banquiers. Tabaré Vázquez a fait de même en envisageant d'établir des accords de libre-échange avec les États-Unis. En Amérique latine émerge un nouveau contexte économique qui favorise la formulation d'alternatives socialistes. Après une période traumatique de dénationalisation de l'appareil productif et de perte de compétitivité internationale, un tournant néo-développementaliste s'amorce dans divers secteurs des classes dominantes, en contradiction avec l'orthodoxie néo-libérale. Ce virage a une ampleur très limitée mais il introduit de sérieuses fissures dans les dogmes économiques de la décennie passée. Un nouvel espace s'est ouvert qui permet d'envisager des alternatives populaires et notamment des perspectives non capitalistes. De surcroît, on constate dans la

région une tendance croissante à concevoir les programmes nationaux en termes régionaux plus vastes. Bien des mouvements populaires perçoivent la nécessité de formuler leurs revendications à une échelle plus large, ce qui contribue à faire apparaître des formes de socialisme elles aussi régionales. C'est manifeste dans les trois projets d'intégration en présence, qui préconisent de relancer le néolibéralisme (ALCA), de réguler le capitalisme régional (MERCOSUR) ou d'élaborer des formes de coopération solidaires qui pourraient être compatibles avec le socialisme (ALBA). Le contexte latino-américain actuel incite, par conséquent, à réaffirmer l'actualité de programmes anticapitalistes sur divers terrains, ce qui s'est déjà traduit par de nombreuses polémiques.

Ressources

L'un des débats en cours reprend la controverse classique concernant la viabilité d'une transformation anticapitaliste dans une région périphérique comme l'Amérique latine. Les ressources, les technologies et le niveau de qualification sont-ils suffisants pour entreprendre un tel tournant ? Les pays de la région sont moins bien préparés que les nations développées pour opérer ce changement mais ils sont aussi plus pressés. Ils connaissent des situations désastreuses dans les domaines de l'alimentation, de l'éducation et de la santé, plus graves que dans les économies avancées et ils disposent de ressources plus faibles pour résoudre ces problèmes. C'est le résultat du retard de l'agriculture, d'une industrialisation fragmentaire et de la dépendance financière de cette région. Au sein de la gauche existent deux réponses traditionnelles face à ce problème : préconiser une étape capitaliste dans le cadre du néo-développementalisme ou initier une transition socialiste qui prenne en compte ces carences et ces retards. La première thèse considère que dans la région, « les conditions pour une société socialiste n'existent pas ». Mais elle ne précise pas si cela concerne le plan économique, technologique, culturel ou éducatif. L'Amérique latine est une région dépendante mais elle dispose de solides ressources pour opérer un tournant socialiste. Ces ressources existent dans divers domaines : terres fertiles, gisements minéraux, bassins hydriques, richesses énergétiques, infrastructures industrielles. Le grand problème de la région est qu'elle ne tire pas profit de ce potentiel. Le principal drame latino-américain n'est pas la pauvreté, mais la scandaleuse inégalité sociale que le capitalisme génère dans l'ensemble de ces pays.

La thèse du retard dans le développement économique est en contradiction avec la conjoncture actuelle où la question majeure qui se pose est de savoir quels seront les bénéficiaires de la croissance en cours. Les néo-développementalistes cherchent à utiliser l'amélioration de la croissance au profit de la grande industrie, alors que les néo-libéraux tentent de préserver les positions acquises par le secteur bancaire. Face à ces deux positions, les socialistes doivent défendre une redistribution radicale des richesses pour améliorer immédiatement le niveau de vie des opprimés et cesser de faire du profit l'objectif premier. Les ressources sont disponibles. Il existe une marge conséquente pour mettre en œuvre des programmes favorables à la population et pas uniquement des conditions pour permettre le développement du capitalisme. Le contexte objectif dans lequel se trouvent les

différents pays est, il est vrai, très inégal. Les avantages acquis par les économies moyennes ne sont pas partagés par les nations plus petites et pauvres. La situation du Venezuela diffère de celle de la Bolivie et le Brésil n'est pas confronté aux mêmes restrictions que le Nicaragua. Mais l'élaboration d'une voie socialiste en termes strictement nationaux n'a désormais plus de sens. Si les classes dominantes conçoivent leurs stratégies au niveau régional, il faut également élaborer un projet populaire à l'échelle du continent. Les classes dominantes établissent leur stratégie en fonction du taux de profit. Les socialistes pourraient formuler leur projet en termes de coopération et de complémentarité économiques. Il n'existe aucune limite objective qui empêcherait de mettre en œuvre un projet égalitaire. C'est une erreur de supposer que l'Amérique latine devra passer par les mêmes étapes de développement que les pays du centre. L'histoire a toujours emprunté des chemins inattendus où s'entremêlent différentes temporalités, et ce constat reste d'actualité.

Opportunités

Un autre débat concerne l'opportunité de promouvoir un projet anticapitaliste dans la conjoncture actuelle. L'Amérique latine traverse aujourd'hui une phase de croissance et d'essor des exportations. Certains auteurs estiment qu'aucune crise ne se profile qui justifierait une transformation de type socialiste. Un projet socialiste diffère radicalement du keynésianisme et il ne se limite pas à proposer un programme circonstanciel pour surmonter les récessions cycliques. Il vise à dépasser l'exploitation et l'inégalité, à abolir la pauvreté et le chômage, à prévenir les désastres environnementaux, à mettre fin aux aventures militaires cauchemardesques et à en finir avec les cataclysmes financiers. Ces objectifs justifient la lutte en faveur d'un autre régime social quelle que soit la conjoncture. Les situations de catastrophe économique ne constituent pas le seul moment opportun pour en finir avec le système. La voie anticapitaliste est une option valable quelle que soit la période et elle peut être ouverte quelle que soit la phase du cycle. L'expérience du XX^e siècle confirme cette possibilité. Aucune révolution n'a coïncidé, par le passé, avec l'apogée d'une crise économique. Dans la plupart des cas, elle a été le produit de la guerre, de l'occupation coloniale ou de l'oppression dictatoriale. Les privations que génère le capitalisme sont suffisantes pour justifier l'abolition de ce mode de production indépendamment de l'évolution de ses crises périodiques. Une autre objection concerne les obstacles suscités par la mondialisation. Elle affirme que l'internationalisation du capital condamne tout projet anticapitaliste en Amérique latine. Mais où se situe exactement le problème ?

La mondialisation ne constitue pas un obstacle pour un projet d'ampleur mondiale comme le socialisme. Le dépassement des frontières accentue les déséquilibres du capitalisme et crée les conditions objectives pour l'abolition de ce système. Présenter la mondialisation comme une étape qui rend impossible les modèles alternatifs est une vision inspirée du néolibéralisme. Si l'on refuse le socialisme sur la base de ce raisonnement, il faut également rejeter tous les schémas capitalistes de type keynésien. Il est incohérent d'affirmer que la mondialisation totalitaire a enterré le projet anticapitaliste et de soutenir en même temps qu'elle est compatible avec des

modalités interventionnistes d'accumulation. Si toutes les options sont condamnées, il en va de même des programmes néo-développementalistes. En réalité, ce qu'on appelle la mondialisation ne constitue en rien la fin de l'histoire. Ce phénomène a seulement inauguré une nouvelle période d'accumulation, basée sur la reconstitution des profits au dépend des exploités et le transfert des grands déséquilibres internationaux vers les économies les plus fragiles. Mais ce cours régressif, loin d'éloigner l'horizon du socialisme, actualise la nécessité d'y œuvrer.

Commencements

Le débat en cours ne porte pas sur la réalisation intégrale du socialisme. C'est seulement le commencement de ce projet qui est en discussion. Construire une société d'égalité, de justice et de bien-être sera une tâche historique longue, qui impliquera l'élimination progressive des normes de concurrence, d'exploitation et de profit. Ce n'est pas un objectif qui se réalisera en peu de temps. Particulièrement dans les régions périphériques, ce processus supposera le mûrissement de certaines conditions historiques qui permettront l'amélioration qualitative du niveau de vie de la population. Ces progrès se développeront conjointement à l'extension de la propriété collective et à la consolidation de l'autogestion populaire. Dans la mesure où cette consolidation exigera plusieurs générations, le débat immédiat se réfère à la possibilité d'initier ce processus. Commencer à construire le socialisme impliquera de remplacer un régime régi par la loi du profit par un autre qui soit régulé par la satisfaction des besoins sociaux. Dès lors qu'un modèle économique et politique – fondé sur la volonté majoritaire de la population – présente ces caractéristiques, il s'agit d'une forme embryonnaire de socialisme.

Ce commencement est la condition pour toute avancée ultérieure. Une société post-capitaliste n'émergera pas si le tournant socialiste ne se concrétise pas à un certain moment. Les mécanismes oppressifs du profit et de la concurrence doivent être radicalement éliminés pour qu'une nouvelle forme de civilisation humaine commence à apparaître. Engager cette transition entre ouvertement en conflit avec la voie néo-développementaliste. Les deux perspectives s'affrontent et ne peuvent ni être conciliées, ni se développer de manière simultanée. La loi du profit empêche le développement progressif d'îlots collectivistes à l'intérieur du capitalisme. Les deux projets de société ne peuvent pas non plus coexister pacifiquement jusqu'à ce que l'un d'eux démontre une plus grande efficacité et recueille l'approbation générale. C'est seulement en éradiquant le capitalisme que pourront s'ouvrir les portes de l'émancipation sociale. Mais les conditions politiques de mise en œuvre de ce projet existent-elles en Amérique latine ?

Caractérisations

L'existence de rapports de forces favorables aux opprimés est une condition du changement socialiste. La majorité populaire ne peut pas l'emporter sur ses adversaires si elle est en situation de grave infériorité. Cette question est déterminée en Amérique latine par la situation de trois secteurs : les classes capitalistes locales, les masses opprimées et

l'impérialisme nord-américain. La situation des classes dominantes s'est substantiellement modifiée par rapport à la décennie passée. Suite aux grandes crises financières, ce secteur a reculé sur ses positions politiques et a perdu de son autorité. Pour cette raison, la droite est demeurée minoritaire et les gouvernements de centre-gauche ont souvent remplacé les conservateurs dans la conduite de l'État (spécialement dans le cône sud). Les élites capitalistes ne fixent plus impunément l'agenda politique de tout le continent.

Les rapports de forces régionaux ont également été modifiés par de grands soulèvements populaires qui ont précipité la chute de plusieurs gouvernements. Les insurrections qui ont eu lieu en Bolivie, en Équateur, en Argentine ou au Venezuela ont eu un impact direct sur l'ensemble des classes dominantes. Les mouvements de lutte sont très inégalement répartis. Dans certains pays, la participation populaire est visible. Dans d'autres on assiste à un reflux et, dans certaines régions, les injustices sociales et les migrations massives pèsent négativement. Le rapport des forces est très différencié mais dans l'ensemble la tendance est aux initiatives populaires. Au début des années 1990, l'impérialisme nord-américain avait entrepris la recolonisation de son arrière-cour par le libre-échange et l'installation de bases militaires. Cette situation a elle aussi changé. La version première de l'ALCA a échoué en raison des conflits entre les entreprises globalisées et celles qui sont dépendantes des marchés internes, des affrontements entre les exportateurs et les industriels et de l'ampleur de l'opposition populaire. La contre-offensive à base de traités bilatéraux lancée par le département d'État ne compense pas cet échec. L'isolement international de Bush – recul électoral, échec en Irak, perte d'alliés en Europe – a affaibli l'unilatéralisme et suscité la réémergence de blocs géopolitiques opposés aux États-Unis (tels que le Mouvement des pays non-alignés). Cet affaiblissement des États-Unis se reflète clairement dans l'absence de réponse militaire au défi vénézuélien. Le rapport de forces a enregistré différents changements significatifs en Amérique latine. Les classes dominantes ne peuvent plus compter sur la boussole de la stratégie néo-libérale, le mouvement populaire a gagné en présence dans la rue et l'impérialisme nord-américain a perdu de sa capacité d'intervention.

Acteurs

Les sujets d'une transformation socialiste sont les opprimés, mais les protagonistes spécifiques de ce processus sont très variés. Dans certaines régions les communautés indigènes ont occupé un rôle de direction dans la résistance (Équateur, Bolivie, Mexique). Dans d'autres, ce sont les paysans qui en ont pris la tête (Brésil, Pérou, Paraguay). Dans certains pays, les principaux protagonistes ont été les salariés urbains (Argentine, Uruguay) ou précarisés (Venezuela, Caraïbe, Amérique centrale). Le nouveau rôle joué par les communautés indigènes est également à relever, ainsi que la perte d'influence des syndicats ouvriers. Cette multiplicité de secteurs reflète la structure sociale différenciée et les particularités politiques de chaque pays. Les acteurs potentiels d'un processus socialiste sont l'ensemble des opprimés et des exploités. Ce rôle revient non seulement aux salariés qui

gènèrent directement la plus-value mais également à tous ceux qui subissent les inégalités sociales. L'essentiel est la convergence de ces secteurs dans une lutte commune qui prend la forme d'une multitude de foyers de rébellion. La victoire dépend de cette convergence face à un adversaire qui exerce sa domination en divisant le camp populaire.

L'éradication du capitalisme est un projet qui dépend non seulement de l'action des opprimés mais aussi de leur niveau de conscience. C'est une condition nécessaire au développement d'un processus anticapitaliste car la seule évolution historique ne connaîtra pas automatiquement à un dénouement socialiste. Ce système ne pourra émerger que par la volonté consciente de la grande majorité. Ce qui s'est passé sous le « socialisme réel » montre à quel point peut être néfaste la substitution du pouvoir de décision du peuple par le paternalisme des fonctionnaires. Mais la conscience des opprimés est une sphère sujette à de nombreuses évolutions sous l'effet des luttes et sous l'impact des grands événements internationaux. Cela conduit à des vagues d'enthousiasme ou de déception suscitées par le projet anticapitaliste. La nouvelle génération en Amérique latine n'a pas grandi, comme les précédentes, dans un contexte caractérisé par de grandes victoires. Cette absence de référents anticapitalistes positifs – liés à leur propre expérience – explique une certaine prise de distance vis-à-vis du projet anticapitaliste.

Les grandes différences entre la période actuelle et celle des années 1960-1980 se situent davantage sur le plan de la conscience politique que sur le terrain des rapports de force. Ce n'est pas l'intensité des conflits sociaux, la volonté de lutte des opprimés ou la capacité de contrôle des oppresseurs qui ont substantiellement changé, mais la visibilité et la confiance dans un modèle socialiste. L'effondrement de l'URSS a provoqué une crise de crédibilité internationale du projet socialiste qui a eu un impact significatif sur l'action de la gauche. L'Amérique latine n'a pas fait exception mais l'ampleur effective de cette perte de crédibilité a été plus limitée dans cette région. La gauche latino-américaine avait déjà largement pris ses distances avec le modèle soviétique avant la chute du « camp socialiste » et elle est davantage marquée par l'héritage des dictatures, par l'échec du sandinisme ou par le reflux de la révolution en Amérique centrale, même si la survie de la révolution cubaine a agi comme contrepoids. Quoi qu'il en soit, le climat de déception a progressivement fait place à la volonté de reconstruire un programme émancipateur. La progression de la conscience anti-libérale se vérifie dans le rejet des privatisations et des dérégulations – un rejet bien supérieur à celui que l'on observe dans d'autres régions, comme par exemple en Europe orientale. On constate également la renaissance d'une conscience anti-impérialiste, sans les éléments régressifs sur le plan éthique et religieux qui prévalent dans le monde arabe. Mais le projet anticapitaliste est le grand absent et il faudra l'élaborer dans le cadre du débat sur le socialisme du XXI^e siècle.

Contextes

La gauche latino-américaine est confrontée aujourd'hui à un problème stratégique relativement nouveau avec l'existence de régimes constitutionnels durables. Pour la première fois

dans l'histoire de la région, les classes dominantes exercent le pouvoir par l'entremise d'institutions non dictatoriales dans presque tous les pays et sur une période durable. Les crises économiques, les effondrements politiques ou même les insurrections populaires n'ont pas réussi à modifier ce schéma. Le retour des militaires est une option majoritairement rejetée par les élites du continent. Dans les situations les plus critiques, les gouvernants sont remplacés par d'autres gouvernants après un interrègne civico-militaire. Ce qui est exclu actuellement, c'est le recours à des régimes dictatoriaux pour mettre fin à une désagrégation du système par le haut ou à une rébellion par le bas. Les régimes actuels ne sont pas de réelles démocraties, mais des ploutocraties au service des capitalistes. Les institutions de ce système ont servi à lancer des attaques contre les droits sociaux que bien des dictatures n'avaient pas même osé entreprendre. Ces agressions ont provoqué une perte de légitimité du système mais elles n'ont pas conduit à un rejet populaire du régime constitutionnel comparable à celui subi par les vieilles tyrannies. Ce changement dans la norme de la domination bourgeoise a des effets contradictoires sur l'action de la gauche. D'un côté, il augmente les possibilités d'action politique dans un contexte de libertés publiques. De l'autre, il crée toutes les difficultés liées à l'existence de parlements, de partis et d'institutions stables qui perpétuent le statu quo. Un système qui réduit mais en même temps consolide le pouvoir des oppresseurs pose des problèmes d'ampleur pour les socialistes, tout particulièrement lorsque ce régime est majoritairement perçu comme le mode de fonctionnement naturel des sociétés modernes. C'est le credo de la droite – qui a compris l'intérêt de déployer son action politique dans un contexte constitutionnel – et du centre-gauche qui perpétue un régime d'oppression en l'affublant d'oripeaux progressistes. Ces deux options politiques donnent naissance à des polarisations électorales artificielles qui présentent la simple alternance au pouvoir comme un changement significatif.

L'exemple actuel de cette complémentarité est la « gauche moderne et civilisée » avec Lula, Tabaré Vázquez ou Bachelet, parvenue au pouvoir pour perpétuer la domination capitaliste. Mais d'autres situations sont plus problématiques parce que la continuité des institutions a été mise à mal par la fraude (Calderón) ou par la démission de présidents (Bolivie, Équateur, Argentine). Dans certains cas ces convulsions ont abouti à la reconstruction de l'ordre bourgeois (Kirchner), mais dans d'autres la crise a abouti à la victoire de présidents nationalistes ou réformistes qui sont rejetés par l'establishment. C'est le cas de Chávez, Morales et Correa.

Pour eux, les élections sont devenues un terrain de lutte et un point d'appui pour mener à bien des transformations radicales. C'est un constat vital pour la gauche. En particulier au Venezuela, on a pu voir la manière dont les élections constituaient un moyen de légitimer le processus bolivarien et de confirmer la défaite infligée à la droite dans la rue. Les succès des mobilisations se sont conjugués avec les succès électoraux. Le cadre constitutionnel qui prévaut aujourd'hui en Amérique latine affecte significativement la marge de manœuvre de la gauche. La bataille dans ce nouveau contexte n'est pas aisée. C'est ce qui rend indispensable la combinaison entre l'action directe et la participation électorale. C'est ce qui

permet de rendre compatibles les situations d'insurrection populaire – intrinsèques à tout processus révolutionnaire – et le mûrissement de la conscience socialiste qui s'opère en partie dans l'arène constitutionnelle. Cette voie passe par des victoires partielles qui permettent de renforcer les positions des travailleurs, d'affermir leur poids politique et leurs moyens organisationnels. Mais ces réformes ne sont ni cumulatives ni irréversibles. Tôt ou tard, leur extension ou leur consolidation entre en conflit avec la loi du profit et seule une riposte populaire énergique permet de défendre ces acquis. Ceux qui préconisent de « régler d'abord les problèmes immédiats » pour « discuter ensuite du socialisme » ignorent cette réalité. Ils oublient de surcroît que le socialisme ne serait pas nécessaire si le capitalisme était structurellement en mesure de satisfaire les besoins vitaux. Les réformes permettent des conquêtes indispensables pour préparer un tournant anticapitaliste mais la révolution est tout aussi indispensable pour assurer définitivement ces conquêtes. Il faut prendre acte de cette complémentarité pour dépasser la séparation schématique entre les périodes stables qui ne permettent que des améliorations mineures, et les convulsions sociales qui exigent des réponses révolutionnaires. La stratégie socialiste implique de combiner des initiatives réformistes et un horizon révolutionnaire explicite.

Complémentarités

La conscience populaire se matérialise dans des organisations car sans organisations propres les exploités ne peuvent pas élaborer un autre projet de société. Les deux modalités d'organisation populaire actuelles sont les mouvements et les partis. Ces deux options jouent un rôle essentiel pour le développement des convictions socialistes. Elles augmentent la confiance en l'auto-organisation et préfigurent les normes de fonctionnement collectif du futur pouvoir populaire. Les mouvements se consacrent à la lutte sociale immédiate alors que les partis mènent une activité politique plus élaborée. Ces deux instances sont nécessaires pour développer tant l'action directe que la participation aux élections. Mais cette complémentarité est fréquemment niée par les partisans exclusifs des mouvements qui proclament l'obsolescence des partis. Ils oublient que ces organisations sont irremplaçables pour agir sur le terrain politique. Aucun projet émancipateur ne peut se développer sur le seul terrain social, ni se passer des programmes spécifiques élaborés par les partis politiques qui permettent d'inscrire les revendications dans une stratégie de pouvoir. Ces regroupements contribuent à dépasser les limites des rébellions spontanées. La disqualification des partis est aussi erronée que le travers contraire dont font encore preuve certaines organisations de gauche. Elles persistent dans leur vieille conception avant-gardiste du parti, fonctionnent selon des normes verticales rigides et pratiquent l'auto-proclamation. Ce culte de l'organisation les conduit à des pratiques sectaires notamment au sein des mouvements sociaux. Elles empruntent à la tradition caudilliste et à une culture organisationnelle construite pendant des décennies d'action clandestine. Ces pratiques sont totalement inadaptées à la situation actuelle, dans un régime de libertés démocratiques où les partis politiques sont reconnus.

Attitudes

Affirmer que l'on peut commencer à construire le socialisme aujourd'hui conduit à défendre ouvertement l'identité socialiste. En revanche, préconiser une étape néo-développementaliste conduit à beaucoup d'inconséquence dans la lutte anticapitaliste. Pour faire chemin commun avec les industriels et les financiers, il faut adopter une attitude modérée, faire montre de responsabilité envers les investisseurs et faire passer tout projet socialiste au second plan.

Le projet de socialisme du XXI^e siècle soulève également de sérieux problèmes pour les théoriciens qui se consacrent à l'étude des déséquilibres du capitalisme sans se préoccuper de proposer une autre voie pour la société. Le socialisme est un thème gênant pour ceux qui interprètent le monde sans essayer de le transformer. Il dérange leur regard contemplatif sur l'univers qui les entoure. L'absence de projet socialiste dans la gauche est bien plus dommageable que les erreurs de diagnostic concernant le capitalisme contemporain. C'est pourquoi il est nécessaire de revendiquer le terme de socialisme. Ce concept n'est pas un vague synonyme de « ce qui est social ». Il désigne précisément un système affranchi de l'exploitation. Les références diffuses au « post-capitalisme » ne permettent pas de faire la clarté sur la manière de construire la société future. Il faut présenter des programmes alternatifs. Certains analystes estiment que, après l'effondrement de l'URSS, le socialisme ne peut plus se développer. Ils considèrent que cette notion est tombée en désuétude et a perdu tout prestige. Mais la soudaine réapparition de cet objectif en Amérique latine devrait les conduire à reconsidérer la pertinence de leur requiem. Bien des concepts ont subi des épreuves comparables à celles du socialisme. La démocratie, par exemple, a souffert de distorsions équivalentes. Ce terme a couvert les pires injustices impérialistes au siècle dernier. Cela n'a pourtant pas conduit à le remplacer par un autre. Personne n'a proposé de remplacer le mot socialisme pour définir la souveraineté du peuple car pour désigner certains phénomènes, il y a des termes irremplaçables. L'actualité du socialisme doit être appréciée avec un certain recul historique. Il a connu des hauts et des bas comparables à ceux de la démocratie. Cet idéal de notre époque a été inventé en 1789, mais le principe d'égalité politique ne s'est imposé qu'au cours d'une longue période postérieure. Il a alors été reconnu comme un principe supérieur aux systèmes féodaux, qui ont longtemps été considérés comme la forme naturelle de l'existence humaine.

Avec l'invention du socialisme, quelque chose d'analogue s'est produit. 1917 demeurera comme un grand moment initiateur de la geste de l'humanité en faveur de l'égalité sociale et de la libération de l'individu des chaînes du marché. Le début du XXI^e siècle permet de commencer à envisager la réalisation de ces deux objectifs. La situation actuelle en Amérique latine invite à renouveler les débats stratégiques au sein de la gauche dans le cadre de controverses franches, ouvertes et respectueuses. L'heure est venue de juger des succès comme des échecs avec une attitude enthousiaste et critique. C'est ainsi que s'affirmera l'optimisme raisonné qu'exige la bataille pour le socialisme.

Synthèse parue dans F Gaudichaud (coord), Le Volcan latino-américain. Gauches, néolibéralismes et mouvements sociaux, Textuel, 2008, Traduit de l'espagnol (argentin) par Razmig Keucheyan

Éléments bibliographiques sur les gauches et le « socialisme du XXI^e siècle » en Amérique latine

B. Duterme (coord.), *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine. Points de vue latino-américains*, Editions Syllepse - Centre Tricontinental, vol. XII, n° 2, Paris, 2005.

P. Mouterde, *Quand l'utopie ne désarme pas : les pratiques alternatives de la gauche latino-américaine*, Ecosociété, Montréal, 2002.

« Les gauches au pouvoir en Amérique latine », *Recherches internationales*, N°93, Paris, 2012.

« L'Amérique latine en lutte. Hier et aujourd'hui », *Actuel Marx*, PUF, N°42, Paris, 2007.

Franck Gaudichaud (coord), *Amériques latines: emancipations en construcion*, Syllepse, Paris, 2012

Franck Gaudichaud (coord), *Le Volcan latino-américain. Gauches, néolibéralismes et mouvements sociaux*, Textuel, 2008.

R. Herrera, *Les avancées révolutionnaires en Amérique latine. Des transitions socialistes au XXI^e siècle ?*, Parangon, Lyon, 2011.

Marta Harnecker, *La izquierda en el umbral del siglo XXI*, Editorial Siglo Veintiuno, Madrid, 2000.

Claudio Katz, *El porvenir del socialismo*, Editorial Herramienta e Imago Mundi, Buenos Aires, 2004.

Michael A. Lebowitz, *El socialismo no cae del cielo*, Colección Ideas Claves, Caracas, 2006.

Barry Carr, Jeff Webber (Ed.), *The Resurgence of Latin American Radicalism: Between Cracks in the Empire and an Izquierda Permitida*, Boulder, Rowman and Littlefield, 2012.